

LA PRESSE



AUX TROUSSES DU CAÏD RAYNALD DESJARDINS

Les dessous de l'enquête policière sur le mafieux montréalais qui a plaidé coupable hier à une accusation réduite de complot pour meurtre.
PAGE A2

PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

Julie Snyder

PRODUCTIONS J
**LA FILIALE
TÉLÉ BIENTÔT
VENDUE?**
HUGO DUMAS ARTS PAGE A12

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

4000 SANS-ABRI À MONTRÉAL

La métropole compte environ 4000 personnes en situation d'itinérance, selon un dénombrement officiel de la Ville effectué au mois de mars.

Un chiffre beaucoup moins important que les 30 000 évoquées depuis 20 ans.

Explications. PAGE A5

Vasek Pospisil

LA PRESSE À WIMBLEDON
**POSPISIL
SE SURPASSE**
Le Canadien accède aux quarts de finale.
SPORTS

PHOTO JUSTIN TALLIS, AGENCE FRANCE-PRESSE



PHOTO BERNARD BRAULT, ARCHIVES LA PRESSE

EXCLUSIF

LE CENTRE BELL SE REFAIT UNE BEAUTÉ

AFFAIRES

CRISE FINANCIÈRE EN GRÈCE

LE SUSPENSE

Quoi qu'il advienne, le pays a encore des années difficiles devant lui.

ARIANE KROL DÉBATS

LE BOURBIER

Il devient de plus en plus probable que la Grèce quitte la zone euro.

FRANCIS VAILLES AFFAIRES

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE

Si la Grèce avait un droit d'auteur sur la démocratie, c'est l'Europe qui aurait une dette envers elle.

Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



LV 6 21924 98765 1

UN ÉTÉ DE LECTURES

Offerts en librairie ou sur editionslapresse.ca
Aussi en format PDF et E-pub

les éditions LA PRESSE

ACTUALITÉS

Un caïd trahi par son BlackBerry

Raynald Desjardins a plaidé coupable hier à une accusation réduite de complot pour meurtre

Avant son arrestation, le caïd Raynald Desjardins envoyait des messages cryptés avec son appareil BlackBerry. Or, ses messages étaient moins sûrs qu'il ne le croyait. D'abord inculpé du meurtre prémédité de l'aspirant parrain Salvatore Montagna, Desjardins a plaidé coupable, hier, à une accusation réduite de complot pour meurtre. *La Presse* vous raconte les dessous de l'enquête.

CAROLINE TOUZIN,
DAPHNÉ CAMERON
ET DANIEL RENAUD

L'utilisation frénétique de son appareil BlackBerry a coulé le caïd Raynald Desjardins.

Cet acteur important de la mafia montréalaise a envoyé de multiples messages cryptés réputés ultrasûrs concernant le meurtre de l'aspirant parrain Salvatore Montagna.

En plus de comploter pour faire assassiner son rival, Desjardins prévoyait s'attaquer à d'autres membres du clan Montagna, révèle par ailleurs la preuve au dossier.

Or, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) a réussi à intercepter les messages cryptés et ainsi mettre un terme au bain de sang, révèle la preuve. Desjardins est parmi les premiers criminels au Canada – sinon le premier – à avoir été coincé de la sorte.

Salvatore Montagna, ex-chef par intérim de la famille mafieuse new-yorkaise des



Raynald Desjardins a été arrêté un mois après le meurtre de Salvatore Montagna, ex-chef par intérim de la famille mafieuse new-yorkaise des Bonnano.

C'est que la GRC avait déjà commencé à intercepter les conversations cryptées « de type PIN à PIN » envoyées par Raynald Desjardins dans le cadre de sa propre enquête sur la mafia (son champ d'expertise).

Desjardins a été arrêté un mois après le meurtre de Montagna. Il portait un gilet pare-balles. Le caïd est du genre prudent, voire méfiant. Il se déplaçait dans un véhicule blindé, souvent escorté par un garde du corps armé. Sa résidence de Laval était munie d'un système de camé-

Quelques mois après le début du conflit au sein de l'alliance, en septembre 2011, Desjardins est victime d'une spectaculaire tentative de meurtre à Laval.

Le matin du 16 septembre, Desjardins et son garde du corps, Jonathan Mignacca, sont à bord de leurs véhicules respectifs, stationnés sur le boulevard Lévesque près du pont de l'autoroute 25, à Laval, lorsqu'un tireur dissimulé dans les buissons les prend pour cibles. Armé d'un fusil mitrailleur AK-47, le tireur – jamais accusé – fait feu

« C'est dégueulasse de la façon dont cela a été fait », a-t-il dit aux policiers.

Selon l'enquête de la police, Desjardins a tout de suite soupçonné Salvatore Montagna d'être derrière la tentative de meurtre dont il a été victime.

Peu après, Raynald Desjardins appelle son homme de confiance Giuseppe Bertolo, cité à la commission Charbonneau, pour le mettre au courant des événements.

Le caïd téléphone ensuite à Domenico Arcuri, lié au clan Montagna, selon la police. On ignore le contenu de leur conversation.

Bertolo reçoit un message d'Arcuri, qui lui propose une rencontre avec lui et Montagna. Elle aura lieu dans le milieu de l'après-midi.

À 14h, deux policiers se rendent au lieu de travail de Desjardins, le promoteur immobilier Groupe Samara, espérant « qu'aucune guerre » ne soit déclenchée. Desjardins leur répond qu'il est de nature pacifique. Les enquêteurs visiteront d'autres proches du caïd ce jour-là pour tenter d'apaiser les tensions.

À 15h23, Giuseppe Bertolo, Domenico Arcuri et Salvatore Montagna se rencontrent dans un Tim Hortons de l'est de Montréal. La police ignore ce qu'ils se sont dit. D'autres policiers se rendent au même moment au domicile de Salvatore Montagna dans l'arrondissement de Saint-Hubert.

À 17h, l'avocat de Joe Di Maulo rappelle les policiers. Ceux-ci expliquent la raison de leur démarche. Le criminel dit qu'il va les rappeler pour fixer une rencontre.

À 18h30, les policiers rencontrent Joe Di Maulo et son avocat dans un restaurant de Rosemère. Ils demandent au

chef de clan « d'utiliser son influence auprès des gens impliqués pour baisser les tensions et éviter une guerre ». Di Maulo répond que les médias le voient plus important qu'il ne l'est en réalité.

Montagna aurait plus tard communiqué avec Desjardins pour lui dire qu'il n'avait rien à voir avec l'attentat survenu à Laval, selon le témoignage d'un enquêteur et des documents de la police déposés lors de l'enquête sur remise en liberté du caïd en mai 2013.

Desjardins ne l'a vraisemblablement pas cru.

Les plaidoiries sur la peine à imposer au caïd auront lieu le 21 décembre 2015. La peine maximale prévue au Code criminel est la prison à perpétuité.

Vêtu d'une veste noire et d'un jean, le caïd de 61 ans est resté impassible dans le box des accusés. Sept coaccusés, eux, attendent toujours d'être jugés.

Bonnano, a été assassiné le 24 novembre 2011 dans l'île Vaudry, à Charlemagne. L'homme de 40 ans a été retrouvé inerte et ensanglanté sur la rive de la rivière L'Assomption.

Les médias peuvent désormais révéler certaines informations mises en preuve puisque Desjardins a plaidé coupable, hier, au centre judiciaire Gouin à une accusation réduite de complot pour meurtre. Vêtu d'une veste noire et d'un jean, le caïd de 61 ans est resté impassible dans le box des accusés. Sept coaccusés, eux, attendent toujours d'être jugés. Leurs noms ainsi que la preuve les concernant sont toujours frappés d'un interdit de publication.

Le jour du meurtre, la GRC s'empresse de communiquer avec la Sûreté du Québec (chargée d'enquêter sur l'homicide) pour transmettre au corps policier québécois des informations sur le crime.

ras de surveillance et d'un dispositif de brouillage d'ondes. Un pistolet Glock chargé dissimulé sous le sofa a été saisi par la police.

D'alliés à ennemis

En 2010-2011, alors que la mafia montréalaise est ébranlée par une série de meurtres, Desjardins, Montagna et d'autres chefs de clan ont formé une alliance pour renverser le clan Rizzuto. Or, un conflit éclate entre eux au printemps 2011.

Le clan de Desjardins reproche alors à celui de Montagna de s'approprier des secteurs d'activités illicites, dont les paris sportifs et le prêt usuraire, par la voie de l'intimidation.

À l'époque, le parrain Vito Rizzuto est toujours incarcéré aux États-Unis (il mourra de cause naturelle en décembre 2013, un peu plus d'un an après son retour à Montréal).

à 17 reprises. Mignacca réplique avec six projectiles de son pistolet Glock. Personne n'est blessé dans cette fusillade.

Desjardins, qui travaille dans le milieu de la construction, quitte les lieux en trombe à bord de son VUS BMW percé de projectiles et se rend sur l'un de ses chantiers, situé tout près. Les policiers s'y présentent rapidement et l'arrêtent.

« Oui, c'est moi qui s'est fait tirer dessus », leur dit Desjardins, mais il précise qu'il ne veut pas porter plainte.

Desjardins dira plus tard que deux balles lui ont frôlé la tête. Il ajoute « qu'il comprend la game, qu'il a fait du pen et qu'il n'a pas à en parler ».

Il critique tout de même le fait que son assaillant a décidé de tirer alors qu'un autobus de Laval passait au même moment. L'attentat aurait pu faire d'innocentes victimes.



PHOTO STÉPHANE GRÉGOIRE, ARCHIVES HEBDO RIVE-NORD
Salvatore Montagna a été assassiné le 24 novembre 2011 à Charlemagne.

QUI ÉTAIT SALVATORE MONTAGNA?

Né à Montréal

Alors qu'il a 1 an, sa famille part vivre à Castellammare del Golfo, en Sicile.

Il a 15 ans lorsque sa famille s'installe à New York.

Jeune adulte, il fonde la Matrix Steel Co. dans Brooklyn, d'où son surnom de Sal le ferronnier.

C'est en 1998 que Montagna est invité à se joindre au clan Bonnano par Gerlando Sciascia, surnommé George le Canadien, selon des documents de l'ambassade des États-Unis. Sciascia sera assassiné un an plus tard. Après ce meurtre, Montagna est envoyé à Montréal pour rencontrer Vito Rizzuto.

Montagna devient chef par intérim du clan Bonnano en 2006.

Montagna fait régulièrement l'aller-retour New York-Montréal. À Montréal, il est proche d'un homme qui a épousé une nièce de Vito Rizzuto.

Les documents américains le décrivent comme un homme très prudent qui n'hésitait pas à se rendre au Canada en voiture pour livrer un message plutôt que d'utiliser le téléphone.

Au printemps 2010, Montagna est expulsé des États-Unis et il s'établit dans la région de Montréal.



En 2010 et 2011, il est au centre d'une lutte d'influence au sein de la mafia montréalaise et au cours de laquelle le clan Rizzuto est sérieusement affaibli.

Il est assassiné le 24 novembre 2011 dans l'île Vaudry, à Charlemagne. Il avait 40 ans.

SOMMAIRE

Amusez-vous!	SPORTS 8	Décès	SPORTS 7
Arts	A12 à A14	Monde	A9 et A10
Astrologie du jour	SPORTS 7	Petites annonces	SPORTS 6
Débats	A11	Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Possibilité d'orages, maximum 29, minimum 16. SPORTS 6

LE PIRE DES SCÉNARIOS

Un homme tue son poupon de 10 mois avant de mettre fin à ses jours à Anjou

HUGO MEUNIER

Le monde semblait s'écrouler sous les pieds du père de famille qui a tué son poupon de 10 mois avant de mettre fin à ses jours, dimanche, dans un quartier résidentiel d'Anjou.

Une séparation houleuse, des relations tendues avec les enfants et des désaccords entourant la garde du bébé: Rafal Zembowicz, 39 ans, a opté pour le pire des scénarios pour mettre un terme à ses problèmes.

Vers 22 h dimanche, les policiers ont retrouvé son corps et celui du petit Adam dans un cabanon en construction situé à l'arrière de leur bungalow de l'avenue des Vendéens. L'homme se serait pendu.

C'est la mère, inquiète, qui a alerté les policiers en début de soirée, sans nouvelles du père qui profitait de son tour de garde avec le bébé.

La femme de 43 ans a été hospitalisée, en proie à un choc nerveux.

Elle avait tout récemment entamé les démarches pour obtenir le divorce, après environ 20 ans de vie commune.

Les enquêteurs de la Section des crimes majeurs avaient déjà plié bagage hier matin.

Mais dans la cour du bungalow anonyme où s'est joué le drame – où plusieurs vélos et une poussette jonchaient le gazon négligé –, la vue d'un escabeau déplié à l'intérieur du cabanon donnait froid dans le dos.

Un homme rigide

Gentil, travaillant, heureux: les étiquettes qui collaient à Rafal Zembowicz dans le voisinage contrastaient pourtant avec la nature de son geste. Atterrée, Nicole Rouillard, qui habite la maison voisine, était atterrée. Elle a entendu



Rafal Zembowicz se serait pendu dans le cabanon derrière sa maison d'Anjou, dimanche soir.

dimanche les hurlements de la mère et n'ose pas imaginer comment a pris fin la courte vie du bébé. «Je ne sais pas comment ça s'est fait et je ne veux pas le savoir!», lance-t-elle.

Du père, elle se souvient d'un homme affable, venu se présenter poliment après avoir emménagé avec sa famille il y a un an environ.

La famille d'origine polonaise avait déjà trois enfants. Le petit dernier était une grossesse-surprise pour le couple.

La famille, qui habitait auparavant un duplex à quelques rues de là, avait amorcé d'importants travaux de rénovation.

Pour M^{me} Rouillard, les ennuis ont débuté au printemps

dernier. «Le père avait apparemment chassé son fils de 18 ans de la maison et sa fille aînée serait ensuite partie à cause de sa trop grande rigidité», explique la voisine, qui était proche des victimes.

«Sa femme me disait qu'elle ne comprenait pourquoi il se comportait ainsi avec les aînés. Même leur autre fille [une adolescente] allait dormir avec sa mère parce qu'elle disait avoir peur de lui», ajoute M^{me} Rouillard.

Démarches pour divorcer

Le climat aurait alors continué à se détériorer, et la maison a été mise en vente.

C'est à ce moment que la mère a entrepris des

démarches pour divorcer. Une requête officielle a été déposée en cour le 30 juin dernier.

Le couple habitait alors sous le même toit. Le père partait souvent se promener avec son bébé en soirée, parfois jusqu'à très tard.

Pour en profiter, justifiait-il. Quelques jours avant le drame, Rafal Zembowicz semblait faire des détours pour éviter ses voisins lors de ses balades.

Il ne s'arrêtait plus pour leur faire la conversation comme il en avait l'habitude.

Selon M^{me} Rouillard, la police s'est même présentée chez lui la semaine dernière. Une grosse dispute avait suivi leur visite. Le Service de police

de la Ville de Montréal n'a pu confirmer cette information.

«Tu n'as pas peur de le laisser seul avec Adam?», a demandé M^{me} Rouillard à la mère la semaine dernière.

«Non, non, non, il est contrôlant, mais pas violent. Il aime son fils, et un fils a le droit de voir son père», lui a-t-elle répondu.

Puis dimanche, en allant à la messe, M^{me} Rouillard a vu bébé Adam pour la dernière fois. «Il me faisait des beaux sourires. Je lui ai dit: "Donne un bec à grand-maman"», dit la voisine, avant de fondre en larmes.

Incompréhension

Rafal Zembowicz faisait depuis quelques années l'entretien dans des appartements en copropriété luxueux dans l'Ouest-de-l'Île. Il avait même quelques employés sous ses ordres. C'est son ancien voisin Jacques Martin qui lui avait déniché ce boulot. «Il a toujours été un gars correct, avec une belle famille. Il n'a pas accepté la séparation. Je ne peux comprendre», soupire le voisin, qui a habité durant 15 ans à côté de Rafal Zembowicz et sa famille, un peu plus loin sur l'avenue des Ormeaux.

La grand-mère de la petite victime, et mère de Rafal Zembowicz, habite toujours au deuxième étage du duplex. L'incompréhension se lisait dans ses yeux lors de notre court passage. «Je ne comprends pas, je ne comprends pas. Il n'était pas violent...», a-t-elle simplement murmuré, avant de se faire reconforter par son voisin.

Sur le palier voisin, quelques femmes discutaient de ce drame qui n'arrive d'ordinaire qu'ailleurs. «La mère était tellement fière de son bébé. Elle le promenait partout. De longues marches. Elle me disait: je vais retrouver ma taille. Elle était heureuse.»

LA FAUTE AUX MÉDIAS?

Les drames familiaux viennent souvent en grappes, constate le psychologue Hubert Van Gijsegem, faisant référence aux événements survenus il y a quelques jours à Terrebonne et à Boucherville qui ont coûté la vie à cinq personnes.

«Il n'y a pas vraiment d'explications, mais on observe que ces tragédies viennent en duos, trios et même en quatuors, ici comme en Europe», précise le psychologue spécialisé dans les drames familiaux.

La médiatisation de ces drames peut, selon lui, jouer un rôle dans le subconscient des personnes en grande détresse. «Ça ne veut pas dire que les médias ne doivent pas faire leur travail ou se

sentir coupables, mais il faut prendre conscience que le monde dans lequel on vit est désormais un grand village», explique M. Van Gijsegem.

Il invite les médias à faire preuve d'un peu de retenue dans leur couverture des drames familiaux. «On pourrait être un peu plus sobre, mais je comprends pourquoi les médias le font. Parce que la population veut comprendre, mais aussi parce qu'elle veut être sous le choc et stimulée. Sinon, elle s'ennuie», résume le psychologue.

Et contrairement à ce qu'on pourrait croire, il ajoute que le nombre de drames familiaux demeure stable avec les années.

35 %

En 2011, les homicides intrafamiliaux représentaient 35 % des homicides perpétrés au Québec.

DE 55 À 60 %

Proportion des filicides qui sont commis par des hommes.

DE 6 À 8

Nombre de filicides répertoriés par année au Québec. Le filicide est le meurtre d'un enfant par son père ou sa mère.

75 %

Dans 75 % des suicides post-homicides répertoriés, le couple est en instance de divorce ou de séparation.

Source: Rapport du comité d'experts sur les drames intrafamiliaux, ministère de la Santé et des Services sociaux, 2012

OYSTER PERPETUAL
LADY-DATEJUST 28

CHÂTEAU D'IVOIRE
— JOAILLIERS —
2020 RUE DE LA MONTAGNE, 514 845 4651

ROLEX

L'ÉVÉNEMENT

LE NOËL DU CAMPEUR

CHEVROLET



**NE MANQUEZ PAS VOTRE CHANCE!
OFFRE EN VIGUEUR DU 6 AU 28 JUILLET SEULEMENT.**

VOTRE CADEAU:

20%

**SUR LE PDSF
EN RABAIS
AU COMPTANT SUR CERTAINS
DES PREMIERS MODÈLES 2015
SÉLECTIONNÉS EN STOCK¹**



SPARK 2015

Ex. : 3019\$ EN RABAIS AU COMPTANT

SUR LA SPARK LS
15095\$ PDSF



CRUZE 2015

Ex. : 4298\$ EN RABAIS AU COMPTANT

SUR LA CRUZE LT AVEC BOÎTE AUTOMATIQUE
ET CLIMATISATION
21490\$ PDSF



SONIC 2015

Ex. : 3899\$ EN RABAIS AU COMPTANT

SUR LA SONIC LT 5 PORTES
19495\$ PDSF



EQUINOX 2015

Ex. : 6374\$ EN RABAIS AU COMPTANT

SUR L'EQUINOX LT À TRACTION INTÉGRALE
31870\$ PDSF



TRAX 2015

Ex. : 5242\$ EN RABAIS AU COMPTANT

SUR LE TRAX LT À TRACTION INTÉGRALE
26210\$ PDSF



TRAVERSE 2015

Ex. : 8372\$ EN RABAIS AU COMPTANT

SUR LE TRAVERSE LT À TRACTION INTÉGRALE
41860\$ PDSF

SILVERADO 1500 2015
Ex. : 12042\$ EN RABAIS AU COMPTANT

SUR LE SILVERADO CABINE MULTI PLACE
HIGH COUNTRY 3LZ
60210\$ PDSF



CHEVROLET



DÉCOUVREZ DE NOUVEAUX HORIZONS

contacterchevrolet.ca

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles 2015 neufs admissibles. Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Transport (1600\$, 1650\$ ou 1695\$, selon le modèle) et taxe de climatisation (100\$, le cas échéant) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM et taxes applicables en sus. 1. S'applique aux premiers modèles en stock totalisant 15% des stocks du concessionnaire en date du 2 juillet 2015. En vigueur du 6 au 28 juillet 2015 à l'achat au comptant de véhicules sélectionnés dans les stocks du concessionnaire. L'offre ne peut être combinée à des taux privilégiés à la location ou au financement à l'achat. Le rabais ne comprend pas les taxes et est calculé selon le PDSF du véhicule, à l'exception des caractéristiques en option installées par le concessionnaire. En optant pour la location ou le financement à l'achat, les clients renoncent au rabais, ce qui entraîne l'augmentation des taux d'intérêt applicables. Le concessionnaire peut vendre à moindre prix. Cette offre ne peut être combinée avec certaines autres offres incitatives. La GMCL se réserve le droit de modifier ou de prolonger cette offre ou encore d'y mettre un terme, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Détails chez votre concessionnaire. Selon la première éventualité. Limite de quatre (4) services de vidange d'huile, de lubrification et de changement de filtre ACDelco au total. Le plein de fluides, les inspections, la rotation des pneus, le réglage de la géométrie et l'équilibrage de roue, entre autres, ne sont pas couverts par la garantie. D'autres conditions et restrictions s'appliquent. Détails chez votre concessionnaire. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAB Québec (excluant la région de Gatineau-Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres et ces programmes pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.

4000 sans-abri à Montréal

Les données d'un nouveau rapport contrastent avec celles – 30 000 – d'une étude de 1995

KATIA GAGNON

Loin, très loin du chiffre de 30 000 sans-abri qui circulait depuis deux décennies, le dénombrement effectué en mars dernier dans les rues de Montréal avance plutôt qu'il y a autour de 4000 personnes en situation d'itinérance dans la métropole, a appris *La Presse* de source bien informée.

Le rapport officiel du dénombrement, le tout premier réalisé à Montréal, sera rendu public aujourd'hui par le maire Denis Coderre ainsi que par le Mouvement pour vaincre l'itinérance de James McGregor et le chercheur de McGill Eric Latimer, qui ont tous deux orchestré l'imposante opération de recensement.

D'autres données seront disponibles dans ce rapport, notamment sur la proportion d'hommes et de femmes et sur l'âge des personnes qui se retrouvent à la rue. La Ville a alloué un budget de 250 000\$ à l'opération.

Pas moins de 800 bénévoles avaient arpenté les rues de Montréal dans la soirée du 24 mars dernier. Les bénévoles devaient demander à chaque personne rencontrée si elle avait un endroit pour passer la nuit. Des opérations semblables se déroulent à intervalles réguliers dans plusieurs villes canadiennes et américaines.

Ce dénombrement est la première mesure du Plan d'action



Le maire de Montréal doit dévoiler un rapport officiel sur l'itinérance ce matin, à la suite d'une importante opération de recensement.

montréalais en itinérance, rendu public l'automne dernier par le maire Denis Coderre. Depuis près de 20 ans, le nombre de sans-abri demeurait flou: on utilisait fréquemment le chiffre de 30 000 itinérants, qui était inclus dans une étude de 1995.

L'étude de la chercheuse Louise Fournier montrait plutôt que 30 000 personnes

différentes avaient utilisé les services de refuges, de centres de jour ou de soupe populaire au moins une fois au cours de l'année.

C'est pour mettre fin à ce flou que le maire Coderre a ordonné la tenu d'un grand dénombrement. «Le manque de données fiables nuit à la planification. Il faut documenter la chose», avait déclaré le

maire en septembre dernier. Ce chiffre de 4000 sans-abri risque de faire réagir vivement des groupes comme le Réseau d'aide aux personnes itinérantes (RAPSIM), qui s'opposaient dès le départ à un tel exercice. «On va passer à côté de l'itinérance cachée, des squatteurs, des gens qui se louent un trois et demi à 12 et qui sont très

COMBIEN Y A-T-IL DE SANS-ABRI...

... À CALGARY

3533, selon le dénombrement réalisé en janvier 2014

... À TORONTO

5253, selon le dénombrement réalisé en avril 2013

... À VANCOUVER

1803, selon le dénombrement réalisé en mars 2014

... À NEW YORK

3357, selon le dénombrement réalisé en 2014

à risque d'itinérance», avait déclaré Marjolaine Despars, du RAPSIM, en septembre dernier.

Pourtant, d'autres sources, qui connaissent très bien le milieu de l'itinérance, estiment que ce chiffre de 4000 est «encore surévalué». En septembre dernier, la chercheuse Louise Fournier estimait dans nos pages que le nombre de sans-abri chroniques ne dépassait pas 1000 personnes.

À Montréal, 1100 lits sont disponibles en établissement d'urgence dans 34 établissements. Au total, ces établissements ont offert 267 000 nuitées. Le taux d'occupation des refuges tourne autour de 80 %.

Jean Tremblay perd encore devant les tribunaux

JASMIN LAVOIE

Le maire de Saguenay, Jean Tremblay, a essuyé un nouveau revers devant les tribunaux, hier. La Cour supérieure a ordonné à l'élue de rétablir les budgets alloués à l'opposition qu'il avait supprimés l'an dernier.

En décembre 2014, Jean Tremblay a choisi de ne plus avoir de cabinet politique. En se basant sur l'article 114.12 de la Loi des cités et des villes, le maire a par le fait même retiré la subvention annuelle de 180 000\$ destinée à payer le cabinet de l'opposition locale, l'Équipe du renouveau démocratique (ERD). Trois employés du parti ont ainsi perdu leur emploi. Le maire estimait être dans son droit, puisqu'il s'agissait d'un budget annuel attribué par la Ville de Saguenay. L'ERD

s'y opposait, jugeant que le maire n'avait pas droit de vie ou de mort sur son cabinet politique. Selon la chef de l'opposition officielle, Josée Néron, le droit d'avoir un cabinet était valide pour la durée complète du mandat, soit quatre années. Le litige s'est retrouvé devant les tribunaux.

«Si vous regardez la moyenne au bâton de Jean Tremblay dans les différents procès qu'il a menés, ce n'est pas très fort.» — Josée Néron, chef de l'opposition

Dans son jugement rendu hier, le juge Pierre C. Bellavance donne raison à l'opposition sur toute la ligne. Il demande que les employés et les sommes allouées soient rétablis, et ce,

rétroactivement. «Il apparaît de ces textes issus du Comité exécutif de la Ville que celle-ci a manifestement de la difficulté à accepter l'existence d'une opposition structurée, écrit le juge. Dans les circonstances, pour mettre fin à ce qui a toutes les apparences d'une manœuvre visant à affaiblir le cabinet de

La chef de l'opposition y voit une victoire pour la démocratie municipale. Josée Néron croit que la décision permettra d'enlever un «flou» dans l'interprétation de l'article de loi. «Si vous regardez la moyenne au bâton de Jean Tremblay dans les différents procès qu'il a menés, ce n'est pas très fort», a-t-elle affirmé à *La Presse*.

Par voie de communiqué, le maire de Saguenay s'est montré étonné du jugement. La Ville souhaite prendre connaissance «des tenants et aboutissants» avant de commenter publiquement. «Les sommes impliquées ne sont pas prévues au budget 2015 et risquent d'imposer un réaménagement budgétaire important», a écrit Jean Tremblay. Saguenay n'exclut pas la possibilité de faire appel du jugement.

CAUSES PERDUES

- **Avril 2015**: la Cour suprême du Canada ordonne à Jean Tremblay et à la Ville de Saguenay de cesser la récitation de la prière lors des conseils municipaux.
- **Juin 2015**: La Commission municipale du Québec rejette partiellement la demande de Jean Tremblay d'imposer un huis clos médiatique. L'affaire concerne un voyage personnel d'un conseiller municipal qui aurait été partiellement payé par une subvention publique.
- **Juillet 2015**: La Cour supérieure ordonne à la Ville de Saguenay de rétablir sur-le-champ les budgets alloués à l'opposition officielle.

L'ÉTÉ LEXUS

MONTREZ-LEUR QUI EST-CE QUI MÈNE.

Groupes F SPORT Série 1 illustrés

IS 250 2015

PAIEMENT MENSUEL	TAUX DE LOCATION	CRÉDIT À LA LIVRAISON
399 \$*	0,9 %	1750 \$*
ACOMPTE 4640 \$* 39 MOIS LE PAIEMENT INCLUT UN CRÉDIT À LA LIVRAISON DE 1750 \$*		

Groupes F SPORT Série 2 illustrés

RC 350 2015

PAIEMENT MENSUEL	TAUX DE LOCATION	CRÉDIT À LA LIVRAISON
599 \$*	1,9 %	2000 \$*
ACOMPTE 5980 \$* 39 MOIS LE PAIEMENT INCLUT UN CRÉDIT À LA LIVRAISON DE 2000 \$*		

Groupes F SPORT Série 1 illustrés

NX 200t 2015

PAIEMENT MENSUEL	TAUX DE LOCATION	CRÉDIT À LA LIVRAISON
479 \$*	1,9 %	2000 \$*
ACOMPTE 4120 \$* 39 MOIS		

CONCESSIONNAIRES LEXUS DE LA RÉGION DE MONTRÉAL | lexusmontreal.ca/fr

Les offres prennent fin le 31 juillet. Visitez votre concessionnaire LEXUS aujourd'hui.

SPINELLI LEXUS POINTE-CLAIRE
POINTE-CLAIRE 514 694-0771 • 1877 694-0771

LEXUS GABRIEL
SAINT-LAURENT 514 747-7777

PARK AVENUE LEXUS SAINTE-JULIE
SAINTE-JULIE 450 922-1833

SPINELLI LEXUS LACHINE
LACHINE 514 634-7171 • 1800 352-6111

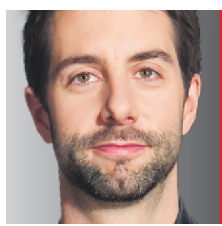
LEXUS PRESTIGE
BROSSARD 450 923-7777

LEXUS LAVAL
LAVAL 450 686-2710 • 1800 625-3987

— IS 250 2015 groupe F SPORT Série 1/ RC 350 2015 groupe F SPORT Série 2/NX 200t 2015 groupe F SPORT Série 1 illustrés: 43 246 \$/63 197 \$/53 097 \$*. *Le crédit à la livraison de 1750 \$/2 000 \$ est offert aux clients admissibles à l'achat ou à la location d'une nouvelle Lexus IS 250 berline 2015 /RC 350 2015 et sera déduit du prix négocié après que les taxes seront appliquées. Cette offre est d'une durée limitée et peut être modifiée ou annulée sans préavis. *Les offres de location sont faites par l'entremise de Lexus Services Financiers et sont conditionnelles à l'approbation du crédit des clients au détail admissibles. *Exemple de location pour un modèle IS 250 2015 suffixe «A»/RC 350 2015 suffixe «B»/NX 200t 2015 suffixe «A» au prix total de 40 146 \$/56 646 \$/43 697 \$ sur un terme de 39 mois au taux d'intérêt annuel de 0,9%/1,9%/1,9%: les 39 paiements mensuels sont de 399 \$/599 \$/479 \$ avec acompte de 4 640 \$/5 980 \$/4 120 \$ ou échange équivalent et aucun dépôt de garantie. Le premier paiement mensuel est exigible au début du contrat de location, et les taxes, immatriculation, assurances et droits sur les pneus neufs (15 \$) sont en sus. Le kilométrage est limité à 65 000 km, et des frais de 0,20 \$ pour chaque kilomètre excédentaire s'appliquent. Frais de 650 \$ additionnels pour la couleur de peinture Infograce illustrée. Les concessionnaires Lexus sont libres d'établir leurs propres prix. Ces offres d'une durée limitée sont valables seulement pour les clients au détail chez les concessionnaires Lexus participants. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être nécessaire. Les offres peuvent être modifiées ou annulées sans préavis. Les offres expirent à la fin du mois, sauf en cas de prolongation ou de révision. Consultez votre concessionnaire Lexus pour tous les détails.

ACTUALITÉS

Le problème du taxi... c'est le taxi



**FRANÇOIS
CARDINAL**
CHRONIQUE

Très étrange comme sentiment. Quand je prends le taxi à Montréal, je me sens... éconduit. Allez comprendre.

Ça devrait être l'inverse, évidemment. Surtout dans le contexte de la guerre contre Uber. Et pourtant, presque chaque fois que je monte avec un chauffeur, je sens que je le dérange. J'ai l'impression de ne pas être le client qu'il espérait.

Curieux. Je suis sagement assis derrière. Je ne dis rien de la malpropreté de sa voiture ou de sa conduite saccadée. Je ne me plains même pas du fait qu'il hurle dans son cellulaire tout le long du trajet.

Et pourtant, j'ai droit aux soupirs du chauffeur quand je nomme ma destination (jamais assez loin), quand j'ose interrompre sa discussion téléphonique (même pour préciser le chemin), quand je sors ma carte de crédit (même si les logos de Visa et MasterCard se trouvent sur son lanternon).

C'était vrai avant Uber. Et c'est encore vrai aujourd'hui. Comme si, aux yeux des chauffeurs, c'était la clientèle qui était au service du taxi.

■■■

Il y a quelque chose de pourri au royaume du taxi. Et j'espère qu'il en sera question demain à Montréal. Le ministre Robert Poëti a convoqué les

représentants de cette industrie à une rencontre au sommet. Une initiative intéressante qui permettra d'aborder plusieurs enjeux, si on se fie au cahier de participation. On est censé parler tarification, formation des chauffeurs, consommation des voitures.

Mais pour les représentants de l'industrie, clairement, le véritable sujet de la rencontre, ce sera UberX. La réponse à donner à cette concurrence 2.0. L'échec des mesures visant à contrer ce service illégal. Et l'idée, qu'ils proposeront, de révoquer les permis des chauffeurs d'UberX pour donner un coup fatal à ce mauvais garçon.

Le vrai problème du taxi, ce n'est pas Uber. C'est son incapacité à évoluer. Son allergie à l'innovation. Et son service exécration.

Or le vrai problème du taxi, ce n'est pas Uber, c'est le taxi. Son incapacité à évoluer. Son allergie à l'innovation. Son encadrement digne d'une autre époque. Et, bien sûr, son service exécration.

Et ça, l'industrie ne veut pas le voir. Elle préfère tirer à boulets rouges chaque fois que se pointe un nouveau service de transport urbain, plutôt que d'oser la remise en question.

Hier, c'était Communauto, Car2Go, Auto-mobile, la navette 747, le BIXI.

Aujourd'hui, c'est Uber. Et demain, ce sera Lyft, SideCar, Haxi, Summon ou peut-être même Ford, qui teste actuellement son propre service d'autopartage commercial aux États-Unis. Imaginez : on peut financer l'achat de sa nouvelle voiture en la prêtant à d'autres conducteurs, sur une base horaire, par l'entremise d'une application.

Se battre contre Uber, dans ce contexte, c'est une fuite en avant. C'est garder les yeux fermés. C'est refuser le changement pendant que le monde change tout autour.

■■■

N'en déplaise à l'industrie, le lien entre Car2Go, BIXI, Uber et les autres, ce n'est pas qu'ils viennent gruger des parts de marché au taxi. C'est plutôt qu'ils permettent aux



PHOTO SARAH MONGEAU-BIRKETT, ARCHIVES LA PRESSE
« L'industrie du taxi a tout à gagner de cette multiplication des solutions de rechange à l'auto », écrit François Cardinal.

n'est pas négligeable dans un contexte où l'attrait de la voiture semble tranquillement décliner dans les quartiers centraux, en particulier chez les plus jeunes.

Le taxi est établi, et en ce sens, très bien placé pour profiter de cette tendance urbaine... à condition, par contre, qu'il cesse de perdre son temps à se chercher des ennemis. Qu'il accepte de se remettre en question. Qu'il s'interroge sur la popularité fulgurante d'un concurrent aussi jeune qu'Uber. Qu'il profite de la journée de demain pour analyser son service lamentable.

Et à condition, surtout, qu'il se demande comment il peut mieux servir sa clientèle... plutôt que l'inverse.

Une cinquantaine de villes américaines ont trouvé une façon d'intégrer l'autopartage commercial à leur réglementation... sans tuer l'industrie du taxi. C'est aussi ce que veut faire Toronto... maintenant

qu'il a perdu devant les tribunaux face à Uber.

Pourquoi le Québec ne moderniserait-il pas lui aussi ses lois en réglementant l'autopartage commercial, à sa façon, selon ses exigences, en encadrant l'inspection des véhicules, la formation en sécurité, le contrôle de la qualité, le niveau des assurances, la protection des travailleurs, et même le niveau d'imposition des nébuleuses du type Uber ?

Quitte à ce qu'Uber et ses camarades aillent voir ailleurs si cette législation ne fait pas leur bonheur...

C'est vrai que cette *start-up* de la Silicon Valley débarque comme un chien dans un jeu de quilles. Qu'elle bouscule. Qu'elle a une attitude détestable. Mais ce n'est pas pour Uber qu'il faut moderniser la législation, plutôt pour cette nouvelle économie du partage, à laquelle on n'échappera pas. Que les chauffeurs de taxi le veuillent ou non.

UBERX

La suspension des permis réclamée

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Les saisies de véhicules d'UberX ne donnant pas les résultats escomptés, des membres de l'industrie du taxi réclament maintenant la suspension pure et simple du permis de conduire des conducteurs pris à faire du transport illégal. Le ministre Robert Poëti n'écartera pas un tel scénario, précisant que l'efficacité des mesures prises était en évaluation.

Demain, le ministre des Transports organise à Montréal une consultation sur l'industrie du taxi. Officiellement, la rencontre doit servir à échanger sur les mesures à prendre pour moderniser ce secteur d'activité. Des représentants des chauffeurs comptent toutefois en profiter pour réclamer un renforcement de la lutte contre les services comme UberX.

Un regroupement d'entreprises et de coopératives de taxi demandera en effet à

Québec de resserrer les mesures prises contre les chauffeurs pris à faire du transport illégal. « Ce n'est pas assez de saisir les véhicules et d'imposer des amendes de 1000 \$. [...] Il faut suspendre le permis de conduire des gens qui travaillent illégalement », tranche Dory Saliba, président du Comité provincial de concertation et de développement de l'industrie du taxi.

Le Bureau du taxi de Montréal dit avoir saisi 186 véhicules pour transport illégal depuis le début de 2015. Les saisies se sont multipliées en juin alors que l'on compte 96 véhicules remorqués pour ce seul mois. « On maintient la pression. En fait, on peut même dire qu'on l'augmente », dit

une porte-parole du Bureau, Marie-Hélène Giguère.

En entrevue à *La Presse*, le ministre des Transports indique que l'efficacité des saisies est présentement évaluée. Interrogé sur la possibilité d'aller jusqu'à suspendre le permis des chauffeurs, il répond ne pas exclure un tel scénario. « La porte n'est pas fermée à aller plus loin », a indiqué Robert Poëti.

Contrer Uber ne suffit toutefois pas. Le ministre estime que la journée de consultation de demain doit permettre de trouver des solutions pour moderniser le secteur du taxi. « Ça fait un certain temps qu'on est préoccupé par l'industrie du taxi, au-delà des attaques d'UberX », dit-il.

La journée de consultation, à laquelle Uber n'est pas conviée, rassemblera plus de 25 représentants de l'industrie et du secteur du tourisme. Les participants aborderont la question de la qualité des services, ainsi que de l'encadrement de l'industrie, selon le programme obtenu par *La Presse*. Ils devront notamment discuter de la tarification pour voir si celle-ci freine le déve-

souligne que son entreprise, Taxi Diamond, qui regroupe environ le quart des chauffeurs de l'île, s'est convertie au paiement électronique depuis 2009.

La rencontre de demain se déroule alors que la Ville de Toronto a échoué en cour à obtenir une injonction contre Uber, la semaine dernière. À ce sujet, le ministre Poëti assure que ce revers ne change en rien l'approche du Québec. Soulignant que la législation encadrant les taxis diffère en Ontario et au Québec, il n'hésite pas à continuer à qualifier UberX de transport illégal.

« Il ne faut pas paniquer, ce n'est pas catastrophique », a lui aussi estimé Dory Saliba. Il se dit d'autant plus rassuré que l'industrie a l'écoute de la Ville de Montréal et du gouvernement. Tant que les chauffeurs sentiront cette écoute, il croit que Montréal évitera des dérapages comme ceux observés en France lors de manifestations contre Uber.



AQUABLU
STYLE DE VIE RIVERAIN
SAINTE-DOROTHÉE

PUR LUXE.
INCOMPARABLE.

PANAMÁ

Le corps correspond à celui d'Arthur Porter



PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD
ENVOYÉ SPÉCIAL
PANAMÁ

La dépouille que les deux policiers de l'UPAC ont pu observer dans une morgue du Panamá correspond selon toute vraisemblance à celle d'Arthur Porter, a appris *La Presse*, hier, sur le terrain.

Après trois jours d'attente, tous deux ont enfin pu pénétrer dans la morgue judiciaire de la capitale panaméenne. Et leurs conclusions – préliminaires – sont positives.

Hier, les enquêteurs ont passé environ 90 minutes à l'intérieur avant de ressortir de l'édifice d'un pas pressé, le visage neutre, pour s'engouffrer dans une voiture blanche. Hier soir, l'UPAC est demeurée totalement silencieuse sur les conclusions de leurs observations. Mais il nous a été permis d'apprendre que la dépouille correspond visuellement à Arthur Porter.

Les appréhensions des policiers – qui craignaient que le cancer dont disait souffrir Porter ne l'ait rendu méconnaissable – ne se seraient donc pas concrétisées.



PHOTO PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD, LA PRESSE

Hier, les enquêteurs de l'UPAC ont passé environ 90 minutes à l'intérieur d'une morgue du Panamá avant de ressortir de l'édifice d'un pas pressé, le visage neutre, pour s'engouffrer dans une voiture blanche.

Ce n'est toutefois qu'aujourd'hui dans la matinée que des tests plus poussés – comme le prélèvement des empreintes digitales et d'un échantillon d'ADN – seront réalisés. Selon nos informations, ce sont des spécialistes panaméens qui procéderont à ces analyses, sous le regard attentif des policiers québécois.

Le tandem, formé du lieutenant Éric Garcia et du

sergent-enquêteur Jean-Frédéric Gagnon, a été envoyé afin de s'assurer que l'ex-grand patron du CUSM est bel et bien mort mardi soir dernier à l'Instituto Oncológico Nacional de Ciudad de Panamá. La police veut s'assurer qu'Arthur Porter – réputé manipulateur rusé – n'a pas trompé l'UPAC.

Selon nos informations, le tandem a passé les derniers jours à faire progresser les formalités administratives

préalables à l'accès au corps. Le feu vert de différentes administrations était requis pour que la demande d'assistance internationale puisse se concrétiser.

Docteur et avocat introuvables

Si les constatations visuelles des policiers à la morgue semblent confirmer qu'Arthur Porter est bel et bien mort, des zones d'ombre demeurent au dossier.

Depuis vendredi, il a été impossible de rencontrer le docteur Lois Victoria Gonzalez, qui aurait certifié le décès, selon une image publiée par *Le Journal de Montréal*.

Dimanche après-midi, des médecins de l'Instituto Oncológico Nacional ont indiqué à *La Presse* qu'elle serait en poste durant la nuit suivante. Au retour de *La Presse*, vers minuit, une infirmière a confirmé que la médecin était à l'hôpital et nous a demandé de patienter afin de la rencontrer. Mais après plus d'une heure d'attente, c'est un agent de sécurité qui s'est présenté au rendez-vous et a expulsé *La Presse* de l'hôpital.

Les courriels envoyés au service des relations publiques de l'hôpital afin d'être mis en contact avec M^{me} Gonzalez sont demeurés sans réponse.

Le principal avocat d'Arthur Porter, Ricardo Bilonick, demeure aussi introuvable.

L'adresse de son cabinet qui figure sur son site web correspond à une entreprise sans aucun lien avec lui. Malgré des tentatives répétées sur son cellulaire, il n'a pas été possible de lui parler.

M. Bilonick, intimement lié au régime du narcodictateur panaméen Manuel Noriega, était aussi président de BQ Holding, une entreprise qu'il avait créée avec Mario Rognoni et Arthur Porter en 2014.

Élargir Turcot

Une idée tardive et lourde de conséquences

BRUNO BISSON

Le ministère des Transports du Québec (MTQ) n'a pas donné suite aux recommandations de ses consultants d'élargir de une à deux voies plusieurs bretelles du nouvel échangeur Turcot, en 2013, parce qu'elles auraient retardé l'attribution du contrat de construction principal et qu'elles allaient à l'encontre des conditions de réalisation du projet, fixées depuis 2010.

Selon le MTQ, l'élargissement de six des bretelles du nouvel échangeur Turcot aurait «changé complètement la conception et la configuration du projet», tel qu'autorisé

Selon le MTQ, l'élargissement de six des bretelles du nouvel échangeur Turcot aurait «changé complètement la conception et la configuration du projet».

en 2010 par le gouvernement du Québec, et aurait même pu entraîner des amendements au décret gouvernemental, adopté trois ans avant le dépôt de ces recommandations.

Le rapport a été produit à la fin de 2013 par un consortium formé des sociétés MMM, SMi et ARUP, toutes des références dans leur domaine respectif. Leur mandat principal était de produire une estimation des coûts de référence pour le Ministère, dans le cadre du processus d'attribution du contrat pour la réalisation du projet.

Le mandat prévoyait également un volet d'«optimisation» du projet de référence, où le consortium a recommandé au MTQ d'élargir six des bretelles du nouvel échangeur.

Dans l'échangeur Turcot actuel, ces six bretelles ont une seule voie de circulation. Dans le nouvel échangeur conçu par le MTQ, elles en auront toujours une seule. Le consortium proposait d'en construire deux. Ces aménagements auraient été relativement peu coûteux, selon les consultants, et auraient permis de réduire la congestion, d'améliorer la sécurité des mouvements de sorties et d'entrées d'une autoroute à l'autre et la fluidité de la circulation dans l'échangeur.

*L'offre à la location s'applique au modèle Forester 2.5i (FJ1 XJ) à transmission manuelle. Mensualités de 299 \$ pour un terme de 48 mois et 2 900,34 \$ en comptant initial. Premier paiement requis à la signature du contrat. Le montant total exigé avant le début de la location est de 2 941,32 \$ (taxes incluses). Location basée sur une allocation annuelle de 20 000 km avec kilométrage additionnel de 0,10 \$ le km. Les frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers, les frais de transport et de prélocation, ainsi que les droits spécifiques sur les pneus neufs sont inclus. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Photo (à titre indicatif seulement). Les offres et spécifications techniques peuvent changer sans préavis. Les offres sont disponibles sur approbation de crédit des Services Financiers Subaru par TOCI. Les offres sont en vigueur jusqu'au 31 juillet 2015. Certaines conditions s'appliquent. Visitez votre concessionnaire Subaru participant pour tous les détails. 1. Les notes sont attribuées par l'Insurance Institute for Highway Safety (IIHS). Visitez iihs.org pour plus de détails sur les procédures de tests. 2. EyeSight® est un système d'aide à la conduite susceptible de ne pas fonctionner de manière optimale dans certaines conditions. EyeSight® n'est pas conçu pour se substituer à la vigilance et à l'attention du conducteur sur la route. Le système pourrait ne pas réagir dans toutes les situations. Il incombe en tout temps au conducteur d'adopter une conduite sécuritaire et prudente. L'efficacité du système dépend de nombreux facteurs, tels que l'entretien du véhicule ainsi que les conditions météorologiques et routières. Enfin, malgré toutes les technologies sophistiquées en place, un conducteur doté d'une bonne vision, qui est attentif à la route sera toujours le meilleur gage de sécurité sur la route. Consultez le Manuel du propriétaire pour les détails de fonctionnement et les limites.

CŒUR AU VENTRE DE SÉRIE

TRACTION INTÉGRALE DE SÉRIE

FORESTER 2015
Location à partir de **299 \$*** /mois Taxes en sus | **48 MOIS**

UNE VALEUR QUI DÉFIE TOUTES LES COMPARAISONS

- Traction intégrale symétrique à prise constante
- Moteur BOXER® SUBARU à quatre cylindres, 2,5 litres et 170 chevaux de puissance
- Transmission manuelle à six rapports ou CVT Lineartronic® (transmission à variation continue) en option
- Fonction X-MODE® et contrôle d'adhérence en descente (CVT seulement)
- Système d'aide à la conduite EyeSight® en option
- Technologie PZEV (véhicule à émissions quasi nulles) en option

MEILLEUR CHOIX SÉCURITÉ+¹
2015 IIHS TOP SAFETY PICK+⁺
MODÈLES ÉQUIPÉS DU SYSTÈME EYESIGHT®²

EyeSight
Technologie d'aide à la conduite

PZEV
PARTIAL ZERO EMISSION VEHICLE
VÉHICULES À ÉMISSIONS QUASI NULLES

Association des concessionnaires Subaru du Québec
quebecsubaru.ca

SUBARU GRANBY GRANBY	SUBARU DE LAVAL LAVAL	SUBARU SAINT-HYACINTHE SAINT-HYACINTHE	SUBARU RIVE-NORD BOISBRIAND	LACHUTE SUBARU LACHUTE
JOHN SCOTTI SUBARU ANJOU	SUBARU BROSSARD BROSSARD	SUBARU REPENTIGNY REPENTIGNY	JOLIETTE SUBARU JOLIETTE	
SUBARU-MONTRÉAL MONTRÉAL	SUBARU SAINTE-AGATHE SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	SUBARU DES SOURCES DORVAL	SUBARU SAINTE-JULIE SAINTE-JULIE	

ACTUALITÉS

Une avocate fédérale candidate pour le NPD

L'ex-juge Louise Arbour appuie sa fille

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Une avocate fédérale qui a décidé d'être candidate aux prochaines élections malgré le refus de la Commission de la fonction publique a obtenu un appui de taille: celui de sa mère, l'ancienne juge à la Cour suprême du Canada Louise Arbour.

Emilie Taman, procureure au Service des poursuites pénales du Canada, conteste devant la Cour fédérale le refus de la Commission de lui accorder l'autorisation d'être candidate. Le procès est prévu pour le 1^{er} septembre.

Une candidate décidée

Mais la femme de 38 ans, et mère de trois enfants, a décidé de ne pas attendre avant de s'engager en politique et a remis son téléphone et sa carte de sécurité à son employeur

vendredi et aussitôt commencé à faire campagne pour l'investiture du NPD dans la circonscription d'Ottawa-Vanier.

Elle espère déloger le député Mauril Bélanger, qui repré-

doute: « Je suis convaincue que tous ceux qui la connaissent, et ceux qui la connaîtront prochainement, seront d'accord avec moi qu'elle est la mieux située pour repré-

lancer en politique active. Elle a elle-même travaillé à la Cour pendant trois ans. « Je me suis dit: je peux faire quelque chose, je peux m'engager », dit-elle.

Autre point de vue

La Commission de la fonction publique a vu les choses autrement. En raison de leur devoir d'impartialité, les fonctionnaires fédéraux doivent obtenir le feu vert de cet organisme s'ils veulent être candidats dans des élections au Canada. Cette demande ne précise pas le parti pour lequel l'employé souhaite se présenter. Mais la Commission s'est rendue aux arguments de l'employeur voulant que les procureurs occupent une position trop importante et, surtout, trop visible pour compromettre leur apparence d'impartialité.

L'Association des juristes de justice, le syndicat qui représente M^e Taman et près de 3000 de ses collègues, a contesté cette décision devant la Cour fédérale, au motif qu'elle contrevient à ses droits constitutionnels.

L'avocate ignorait hier quelles seraient les conséquences de sa décision, même si elle est consciente qu'elle pourrait lui coûter son emploi.

Claude Provencher, autre avocat du gouvernement fédéral et ancien directeur général du Barreau du Québec, est dans une position semblable: la Commission lui a refusé le droit de se présenter pour les libéraux de Justin Trudeau dans une circonscription de Laval. Il conteste aussi cette décision devant la Cour fédérale, mais a choisi de rester en poste.

— Avec William Leclerc

La candidate explique que ce sont les attaques du gouvernement Harper contre les tribunaux et la Cour suprême qui l'ont notamment décidée à se lancer en politique active.

sente ce château fort libéral à la Chambre des communes depuis plus de 20 ans. Mais elle devra auparavant convaincre les militants néo-démocrates de lui accorder leur confiance: d'autres personnes ont déjà soumis leur candidature.

Pour sa mère, Louise Arbour, le choix ne fait aucun

senter les gens d'Ottawa-Vanier dans un gouvernement néo-démocrate», a-t-elle écrit sur la page Facebook de sa fille.

M^{me} Taman explique que ce sont les attaques du gouvernement Harper contre les tribunaux et la Cour suprême qui l'ont notamment décidée à se

PORT PETROLIER À BELLEDUNE

Les Micmacs déposent une poursuite

CHARLES CÔTÉ

Trois communautés micmaques de Gaspésie se sont adressées hier à un tribunal du Nouveau-Brunswick pour bloquer un projet de port pétrolier à Belledune, dans la baie des Chaleurs.

Les Micmacs estiment que la province du Nouveau-Brunswick a failli à son obligation de les consulter avant d'autoriser le projet de la société Chaleur Terminals inc.

Cette entreprise prévoit construire des installations permettant de décharger chaque jour deux trains pétroliers et de transférer le brut à bord de navires.

Les trains parviendraient au port de Belledune par l'entremise du réseau du CN, qui emprunte les vallées des rivières Matapédia et Restigouche, qui se situent sur le territoire traditionnel des Micmacs.

Dans leur poursuite contre le gouvernement du Nouveau-Brunswick, les autochtones affirment que le réseau du CN dans cette région n'est pas adapté au transport de matières dangereuses.

« Le projet comprendrait le transport du pétrole brut toxique sur des trains mesurant jusqu'à 2 km, dans des wagons non sécuritaires et sur des rails qui n'ont pas été conçus pour ce type de



PHOTO: EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

Entre 2010 et 2014, les volumes de pétrole transporté par rail ont été multipliés par 18, passant de 55 000 à 1 million de barils par jour sur le continent.

marchandise », affirment les communautés dans un communiqué.

Les Micmacs disent s'inquiéter pour les ressources biologiques des rivières et de la baie des Chaleurs, notamment le saumon atlantique.

Les souvenirs de Lac-Mégantic

La poursuite survient deux ans après la tragédie

de Lac-Mégantic, où un accident ferroviaire impliquant un convoi pétrolier a tué 47 personnes en plus de polluer la rivière Chaudière. Plusieurs autres déraillements de convois pétroliers sont survenus depuis deux ans, alors que le volume de pétrole transporté par rail en Amérique du Nord a continué d'augmenter.

Entre 2010 et 2014, les volumes de pétrole transporté par rail ont été multipliés par 18, passant de 55 000 à 1 million de barils par jour sur le continent.

Au Canada, c'est vers la côte est du pays que le volume transporté a le plus augmenté, selon les statistiques les plus récentes de l'Office national de l'énergie.

Pierre Bergeron, directeur régional, Affaires publiques et gouvernementales, Est du Canada, du CN, a affirmé que « le CN s'engage à opérer un chemin de fer sécuritaire. Notre responsabilité est de livrer tous les types de marchandises sécuritairement et le plus efficacement possible, tout en servant l'intérêt public et en tant que colonne vertébrale de l'économie canadienne ».

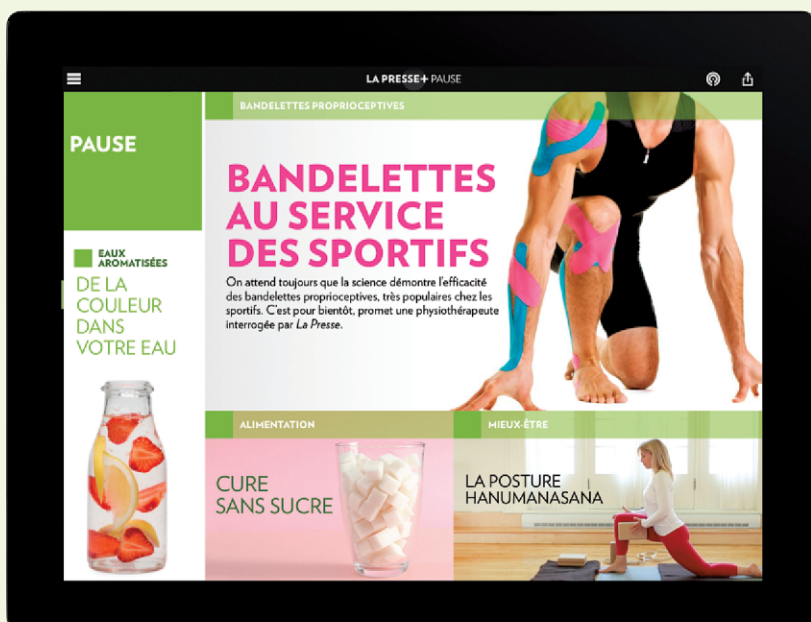
Pour sa part, l'entreprise Chaleur Terminals affirme sur son site web qu'elle aborde « les communautés autochtones d'une manière équitable et transparente, tout en reconnaissant l'importance de la relation le désir de participer pleinement et de consulter les communautés ».

Dans leur poursuite, les Micmacs reconnaissent avoir rencontré les représentants de l'entreprise, mais ils invoquent la décision de la Cour suprême dans l'affaire Haida Nation pour exiger du gouvernement du Nouveau-Brunswick de les consulter avant de délivrer des permis touchant leurs droits ancestraux.

Ils affirment, comme leur permet ce jugement historique de 2004, ne jamais avoir cédé leurs droits territoriaux ou sur les ressources qui s'y trouvent.

AUJOURD'HUI DANS LA SECTION PAUSE

TOUS LES JOURS DE L'ÉTÉ, LA SECTION PAUSE PRÉSENTE DES SÉRIES ET DES RUBRIQUES DE SAISON, UNIQUEMENT DANS LA PRESSE+.



Téléchargez dès maintenant



Livrée avant 5 h 30. Et c'est gratuit.



Montréal Manifestation devant l'hôtel de ville pour le logement social

Une trentaine de personnes ont manifesté hier devant l'hôtel de ville de Montréal pour réclamer davantage de logements sociaux. La crise du logement a beau être officiellement terminée, des milliers de ménages vivent dans une grande pauvreté en raison du coût des loyers, déplore François Saillant, du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

L'organisation avance que 53 000 ménages de Montréal dépendent plus de 80 % de leurs revenus pour se

loger. Cette manifestation s'est déroulée à l'aube de la campagne fédérale durant laquelle le FRAPRU espère voir Montréal réclamer davantage d'investissements d'Ottawa dans le logement social. Mais pour l'heure, François Saillant se dit « extrêmement déçu » du maire Denis Coderre qui, s'il se présente publiquement en défenseur du logement social, n'a pas dénoncé pour autant les compressions observées dans ce secteur au cours de la dernière année.

— Pierre-André Normandin

Auditorium de Verdun Réfection de 26 millions

L'Auditorium de Verdun subira une cure de rajeunissement de 26 millions de dollars, a annoncé la Ville de Montréal hier. Les travaux devraient commencer à l'automne 2016 pour se terminer à l'été 2018.

Ce projet, qui visera une certification LEED Or, s'inscrit dans le programme de réfection des arénas de Montréal.

La métropole doit remplacer le système de réfrigération de tous ses arénas pour cesser d'utiliser le fréon d'ici 2020.

Le projet de 26 millions ira toutefois plus loin dans le cas de l'Auditorium de Verdun, pour lui « redonner son panache d'antan ».

L'amphithéâtre conservera 3700 sièges, ce qui lui permettra d'accueillir des spectacles, une vocation délaissée depuis quelques années.

— Pierre-André Normandin

Plateau La vitesse réduite à 30 km/h

Les automobilistes devront désormais lever le pied de l'accélérateur quand ils transiteront par les rues locales du Plateau Mont-Royal. Les élus de l'arrondissement ont voté hier soir pour une réduction de la vitesse à 30 km/h.

L'administration du maire Luc Ferrandez dit ainsi espérer réduire le nombre d'accidents sur son territoire, 300 ayant lieu en moyenne par année, soit près d'un par jour. « Il est démontré qu'en limitant la vitesse à 30 km/h, le nombre de piétons et cyclistes victimes d'accidents impliquant des véhicules motorisés diminuera significativement, et que leurs chances de survie augmenteront de 60 % », a indiqué Luc Ferrandez. Le Plateau se joint ainsi aux arrondissements d'Outremont, de Rosemont-La Petite-Patrie et du Sud-Ouest, qui ont déjà pris ce virage lent.

— Pierre-André Normandin

DROITS DES FEMMES EN INDE

Égoportraits pour l'égalité

JUDITH LACHAPELLE

Des centaines de pères fiers de leur fille ont pris la pose ces derniers jours en Inde, à l'invitation de leur premier ministre. L'opération, tantôt saluée pour sa promotion de l'égalité des sexes, tantôt critiquée pour son opportunisme politique, est vite devenue virale sur les réseaux sociaux.

#SelfieWithDaughter, le mot-clic – qu'on pourrait traduire par «égoportrait avec ma fille» – a contaminé l'Inde à la fin juin à la suite d'un appel lancé par le premier ministre Narendra Modi. L'homme invitait ainsi les pères indiens à diffuser une photo d'eux et de leur fille dans le cadre d'une campagne nationale pour promouvoir l'éducation des femmes.

L'initiative était inspirée d'un concours tenu à la mi-juin dans l'État de Haryana, dans le nord de l'Inde: le village de Bibipur a fait tirer un prix parmi les pères qui ont fait parvenir un égoportrait d'eux et de leur fille. «Quand nous visitons les maisons des gens, nous remarquons qu'ils affichent moins de photos de leurs filles», a expliqué à l'Indian Express Sunil Jaglan, du village de Bibipur. L'Haryana est l'un des cinq États indiens où le ratio hommes/femmes est le



Un concours en Inde encourage les hommes à prendre une photo d'eux-mêmes avec leur fille, et à la publier sur les réseaux sociaux.

plus grand. En 2014, 871 filles sont nées pour 1000 garçons. «Tout ce qui peut être fait pour promouvoir les droits des femmes en Inde est une bonne chose, même si ce genre d'initiatives n'est pas

suffisant pour engendrer des changements à long terme», commente la professeure de l'Université d'Ottawa Carol Vlassoff, auteure d'un livre sur l'inégalité des sexes dans les régions rurales de l'Inde.

Les prix en argent remis à Bibipur pourraient, suggère-t-elle, être déposés dans un compte bancaire pour l'éducation de la fille, ce qui aurait plus d'effet que d'afficher une simple photo au mur...

Si la campagne a généralement été bien reçue en Inde, elle a également fait l'objet de critiques. L'actrice Shruti Seth est l'une des voix qui se sont interrogées sur l'effet réel de ces égoportraits. «À titre indicatif, le changement doit se produire dans des régions illettrées où les téléphones qui ont un appareil photo sur la face avant n'existent pas», a-t-elle écrit sur Twitter le 28 juin.

Mal lui en prit, car pendant les heures qui ont suivi, un flot de commentaires haineux et sexistes a déferlé à son endroit, la traitant d'actrice «à la carrière inexistante», de «prostituée» ou s'en prenant même à sa fille de 11 mois. Dans une lettre publiée le 2 juillet, elle revenait sur la polémique, tout en répétant ses critiques sur #selfiewithdaughter.

«À tous ceux qui m'ont harcelée sans cesse pendant 48 heures, ne vous êtes-vous jamais arrêtés pour réaliser que, moi aussi, je suis la fille de quelqu'un? Ne vous êtes-vous jamais demandé comment vous vous sentiriez si c'était votre fille qui recevait toute cette haine? Je devine que la réponse est un gros "NON". Parce que, vous voyez, vous étiez trop occupés à poser devant l'appareil et à récolter les "J'aime" et les "retweets" pour votre #selfiewithdaughter.»

Nigeria

Le nouveau président sous la pression de Boko Haram

AGENCE FRANCE-PRESSE

LAGOS — Un demi-millier de morts depuis fin mai, des attaques quasi quotidiennes depuis une semaine, encore 49 tués dimanche: Boko Haram met sous pression le nouveau président nigérian Muhammadu Buhari, qui s'est engagé à «éradiquer le terrorisme le plus rapidement possible».

Le carnage de dimanche à Jos, dans le centre du Nigeria, porte à au moins 260 le nombre de tués dans des assauts islamistes, des explosions et des attentats-suicide en une semaine, selon un décompte de l'AFP, et à au moins 520 depuis l'entrée en fonction de M. Buhari le 29 mai.

Vainqueur de la présidentielle face au sortant Goodluck Jonathan en mars, l'ex-général Muhammadu Buhari, déjà au pouvoir entre 1983 et 1985 à l'époque des dictatures militaires, a fait de la lutte contre Boko Haram une priorité.

Une opération militaire régionale déclenchée en février par le Nigeria et des pays voisins, Tchad en tête, a permis de reprendre la quasi-totalité des localités du Nord-Est contrôlées par les islamistes.

Mais les dernières tueries montrent l'incapacité des militaires à prévenir les violences et la persistance de la présence des islamistes, et de leur capacité de nuisance, selon les observateurs.

Tactiques de guérilla

Dimanche, deux explosions ont eu lieu à quelques minutes d'intervalle, d'abord dans un centre commercial, puis devant une mosquée de Jos, la capitale de l'État de Plateau (centre), situé en plein sur la frontière entre le Sud nigérian majoritairement chrétien et le Nord musulman et en proie à de profondes divisions religieuses.

Le président Buhari s'est engagé dimanche à en finir avec l'insurrection armée de Boko Haram, estimant que «les terroristes qui s'attaquent à nos lieux de culte ont délibérément déclaré la guerre à nos valeurs et doivent être combattus avec toute notre force et notre détermination».

Après avoir conquis de vastes pans du Nord-Est nigérian l'an dernier, les insurgés, repoussés des villes et villages qu'ils avaient conquis, ont désormais recours à des tactiques de guérilla, essentiellement contre des cibles civiles.



6^{ème} OMNIUM DE GOLF 2015

MEMBRE D'Imagine Canada



Le tournoi de golf au profit de la Fondation Jean-Monbourquette a permis d'amasser 290 600 \$

Cette année, la générosité des partenaires, commanditaires, participants, bénévoles et fournisseurs lors du tournoi de golf de la Fondation Jean-Monbourquette a permis d'amasser un montant de 290 600 \$ pour la maison Monbourquette.

«Grâce aux efforts des membres du comité du golf, l'argent amassé cette année permettra à la maison Monbourquette de continuer à offrir gratuitement de nombreux services d'écoute et de soutien aux endeuillés», a déclaré M. Claude Paquin, président d'honneur de la 6^e édition de l'Omnium de golf au profit de la Fondation Jean-Monbourquette.

La maison Monbourquette, fondée en 2004, a été nommée ainsi pour rendre hommage au travail de feu Jean Monbourquette, o.m.i., psychologue, auteur prolifique et pionnier dans le domaine du suivi du deuil. La maison Monbourquette est reconnue par l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal. Depuis son ouverture, la maison Monbourquette a réalisé plus de 20 000 interventions auprès de personnes endeuillées.



De gauche à droite, on reconnaît madame Sophie Chartrand directrice de la maison Monbourquette, monsieur Claude Paquin, Président d'honneur et Président Services financiers Groupe Investors, Québec, madame Lisette Jean, Fondatrice et Présidente du Conseil d'administration de la maison Monbourquette et monsieur Gérard Veilleux, Président du Conseil d'administration de la Fondation Jean-Monbourquette.

MERCI aux nombreux partenaires, commanditaires, participants, bénévoles et fournisseurs.



Amazone communications | Folie Design | Le petit chocolatier

LE TOUR DU GLOBE



PHOTO AFP

États-Unis Un pas vers le retrait du drapeau confédéré

Les sénateurs de Caroline-du-Sud, qui avaient en tête le récent massacre de neuf Noirs à Charleston, ont fait un pas hier vers le retrait du parlement local du drapeau confédéré, symbole d'histoire pour les uns, de « haine » pour les autres. D'un vote qui n'est pas définitif, le Sénat local a massivement approuvé par 37 voix contre 3 une proposition de loi visant à retirer le drapeau qui flotte depuis une quinzaine d'années à côté d'un monument du souvenir de la guerre de Sécession. — AFP



PHOTO AP

Égypte Un projet de loi antiterroriste controversé

Aux prises avec des attentats jihadistes meurtriers sans précédent, le pouvoir égyptien veut promulguer une nouvelle loi antiterroriste qui, selon ses détracteurs, consacre l'impunité de la police, censure la presse et porte atteinte aux libertés. Experts et défenseurs des droits de l'homme dénoncent un texte répressif qui devrait être promulgué dans la semaine par le chef de l'État Abdel Fattah al-Sissi, alors que les autorités répriment implacablement toute opposition depuis deux ans. — AFP



PHOTO AFP

Iran Échéance des négociations sur le nucléaire

Les négociations entre les grandes puissances et l'Iran butaient toujours hier sur des questions « décisives », malgré la présence à Vienne de tous les chefs de la diplomatie, et pourraient se prolonger au-delà de l'échéance initialement prévue aujourd'hui. La Maison-Blanche n'a pas exclu que les tractations se poursuivent encore après le 7 juillet, date butoir que s'étaient donnée les négociateurs après avoir déjà dépassé une échéance fixée au 30 juin. — AFP



PHOTO AFP

Équateur Le pape François rend hommage à la famille

Le pape François a rendu hier hommage à la famille, « l'hôpital le plus proche » pour les âmes en peine, lors d'une messe en plein air sous une chaleur écrasante en Équateur, première étape de son voyage en Amérique latine. « Combien de personnes âgées se sentent écartées de la fête », « combien de femmes seules », a déclaré le souverain pontife de 78 ans, face aux plus de 600 000 fidèles venus l'écouter dans le parc Los Samanes, à Guayaquil, dans le sud-ouest du pays. — AFP

GRUPE ÉTAT ISLAMIQUE EN SYRIE

Obama promet d'intensifier la lutte

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Le président américain Barack Obama a assuré hier que la coalition internationale menée par les États-Unis était déterminée à intensifier la lutte contre le groupe État islamique (EI) en Syrie, réaffirmant que la campagne contre les jihadistes serait longue.

« Nous intensifions nos efforts contre les bases de l'EI en Syrie », a déclaré M. Obama lors d'une déclaration au Pentagone, évoquant cette organisation de jihadistes ultra-radicaux qui a décrété il y a un an un « califat » à cheval sur la Syrie et l'Irak.

« Nos frappes aériennes continueront à viser les installations pétrolières et gazières qui financent nombre de leurs opérations. Nous visons la direction et les infrastructures de l'EI en Syrie », a-t-il ajouté.

La coalition dirigée par les États-Unis a mené ces derniers jours des raids aériens sans précédent sur Raqa, la capitale de facto du groupe État islamique en Syrie, endommageant des infrastructures utilisées par les



PHOTO SAUL LOEB, AGENCE FRANCE-PRESSE

Après une rencontre avec des membres de l'état-major de l'armée américaine, le président Barack Obama a déclaré que les États-Unis allaient intensifier la lutte contre le groupe État islamique en Syrie.

jihadistes. Les frappes ont fait au moins 30 morts, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Selon le secrétaire américain à la Défense Ashton

Carter, les bombardements américains visaient d'abord à soutenir les avancées des forces kurdes.

« Au cours de l'année écoulée, nous avons vu

qu'avec un partenaire efficace sur le terrain, l'EI pouvait être repoussé », a estimé M. Obama, citant en particulier la reconquête fin mars de Tikrit, dans le nord de l'Irak.

Soulignant que la coalition internationale avait procédé à plus de 5000 frappes aériennes en Irak et en Syrie, le président américain a assuré qu'elles avaient permis d'éliminer « des milliers de combattants dont des hauts responsables de l'EI ».

« Au cours de l'année écoulée, nous avons vu qu'avec un partenaire efficace sur le terrain, l'EI pouvait être repoussé. »

— Barack Obama

« Ce ne sera pas rapide. C'est une campagne sur le long terme », a-t-il martelé, prédisant des « avancées » mais aussi des « revers ».

« Les faiblesses stratégiques de l'EI sont réelles », a-t-il encore dit, rappelant que les jihadistes ultra-radicaux ne disposaient d'aucune force aérienne, n'avaient le soutien d'aucun pays et que « leur brutalité créait un véritable ressentiment au sein des populations qu'ils contrôlent ».

Le Québec adopte une école de New York



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Des liens avec le Québec, l'école PS 84, située à quelques pas de Central Park, dans l'Upper West Side, en avait déjà quelques-uns: une de ses enseignantes a vu le jour dans la Belle Province, de même que quatre parents d'élèves.

Ce petit noyau québécois avait été attiré vers cet établissement public par son programme bilingue anglais-français, qui est passé de deux à neuf classes depuis sa création, en 2008.

Mais ces liens se sont approfondis le 18 juin lorsque le délégué général du Québec à New York, Jean-Claude Lauzon, et la directrice de PS 84, Robin Sundick, ont officialisé le parrainage de cette école primaire par le Québec.

Il s'agissait de la première retombée concrète d'un appel lancé le 20 mars par l'Organisation internationale de la francophonie et l'association Éducation en français à New York. Cet appel s'adressait aux représentations des pays francophones à New York (missions permanentes à l'ONU ou consulats). Celles-ci étaient invitées à parrainer une école publique dotée d'un programme bilingue anglais-français « pour soutenir ses activités et les perspectives de

développement de l'enseignement bilingue ».

La délégation générale du Québec à New York n'a ni le statut d'une mission permanente à l'ONU ni celui d'un consulat, mais elle n'a pas hésité à participer à cette initiative. Une entente verbale a ainsi été conclue avec l'école PS 84 à l'occasion d'un déplacement à New York de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie, Christine St-Pierre.

« On s'est dit: c'est peut-être une bonne occasion pour nous de faire briller le Québec et de démontrer que, quand on parle du fait français et de l'éducation en français, ça peut venir d'ailleurs, et entre autres d'une province du Canada qui est francophone, qui est nord-américaine et qui est très près du mode de fonctionnement nord-américain », a expliqué Jean-Claude Lauzon cette semaine. « Je voulais qu'on soit les premiers au niveau de la francophonie à New York », a-t-il ajouté en évoquant son intention d'implanter ce genre de collaboration dans les huit États du Nord-Est qui relèvent de la délégation du Québec à New York.

L'école « enthousiaste »

Le parrainage de l'école PS 84 prendra diverses formes, allant du don d'ouvrages à l'organisation de cours en ligne via Skype avec une école québécoise, en passant par des rencontres culturelles ou littéraires.

« Nous sommes très enthousiastes à propos de ce que



IMAGE TIRÉE D'UNE VIDÉO DU SITE INTERNET DE PS 84

Le programme bilingue anglais-français de l'école PS 84, dans l'Upper West Side, est passé de deux à neuf classes depuis sa création, en 2008.

nous pouvons faire avec le Québec », a confié Robin Sundick, la directrice de PS 84. « L'avantage de travailler avec le Québec, c'est que cette province fait partie

« Ce qui est important pour moi, c'est de savoir qu'il y a des gens à qui je peux m'adresser si j'ai une idée ou une question », a-t-elle dit en entrevue.

« L'avantage de travailler avec le Québec, c'est que cette province fait partie d'un pays bilingue qui a une connaissance historique de l'enseignement dans deux langues. » — Robin Sundick, la directrice de PS 84

d'un pays bilingue qui a une connaissance historique de l'enseignement dans deux langues. Malgré les choses merveilleuses que nous faisons avec la France, ce n'est pas son cas. »

Corinne Berthiaume, l'enseignante québécoise de PS 84, partage cet enthousiasme.

PS 84 est l'une des deux premières écoles à avoir mis sur pied un programme bilingue anglais-français à New York. Aujourd'hui, une douzaine d'écoles publiques offrent ce programme pour plus de 1300 élèves new-yorkais. Seuls les programmes bilingues anglais-espagnol

et anglais-chinois sont plus populaires.

Pour les élèves de l'école PS 84 inscrits au programme bilingue anglais-français, le français est utilisé comme langue d'enseignement les lundis, mercredis et vendredis (la moitié de la journée), de la maternelle à la 5^e année. Environ 50% des élèves sont issus de foyers francophones, le reste utilisant l'anglais à la maison.

Comme la demande est beaucoup plus élevée que l'offre, plusieurs parents se sentent privilégiés de pouvoir offrir à leurs enfants une telle éducation bilingue à New York.

« C'est extraordinaire et inespéré, surtout dans une école publique », dit Benoit Gendron, père de deux filles, âgées de 7 et 9 ans, qui fréquentent l'école PS 84. « J'aime l'approche de l'école, qui consiste à utiliser les deux langues comme outils d'enseignement. »

Ce chanteur d'opéra âgé de 52 ans se réjouit aussi du parrainage de l'école PS 84 par le Québec.

« C'est bienvenu, dit-il. On est très excités à l'école d'avoir ce parrainage parce que ça va ouvrir de nouvelles avenues pour nous. Avant, la France avait le monopole pour ce qui concerne l'influence sur l'école. C'était excellent, mais un peu limitant aussi. À cause du décalage horaire, on ne pouvait rien faire via Skype, par exemple. Avec le Québec, c'est le même fuseau horaire. Et si on veut faire des visites, ce n'est pas six heures d'avion, c'est six heures de voiture. »

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président, Information et éditeur adjoint
 Mario Girard et Alexandre Pratt > Directeurs principaux, Information
 Pascale Breton > Directrice principale, Débats



DÉBATS

ÉDITORIAL

Suspense grec



ARIANE KROL
 akrol@lapresse.ca

Les membres de l'eurozone doivent se réunir de nouveau aujourd'hui pour tenter de trouver une solution à l'impasse. Un compromis demeure possible, mais quoi qu'il advienne, la Grèce a encore des années difficiles devant elle.

La rupture est toujours évitable, mais on n'en a jamais été aussi près. Plus le temps passe, plus des Européens se font à l'idée que la Grèce pourrait quitter le bateau. Le Non retentissant au référendum, loin de donner au premier ministre le pouvoir de négociation escompté, n'a fait que braquer ses interlocuteurs les plus réticents, Allemagne en

Quoi qu'il advienne, la Grèce a encore des années difficiles devant elle.

tête. Alexis Tsipras a beau avoir multiplié les déclarations en faveur de l'Europe, remplacé son ministre des Finances et promis d'arriver avec de nouvelles propositions aujourd'hui, il ne sera pas facile de trouver un terrain d'entente.

La Banque centrale européenne a confirmé hier soir le maintien de ses prêts d'urgence au niveau actuel. Le risque que les banques grecques manquent de liquidités d'ici quelques jours est donc encore bien présent. Cette perspective ajoute une pression supplémentaire sur la population, mais présumer de son impact serait pour le moins hasardeux. Le Non a montré qu'il faut plus qu'un

plafonnement des retraits et des guichets automatiques vides pour faire rentrer dans le rang cette population éprouvée par des années de pénibilité économique. Malheureusement, le rejet du dernier plan d'austérité n'a absolument rien réglé, hormis le sort du plan en question. Et les avenues qui s'offrent maintenant à la Grèce ne s'annoncent guère plus faciles.

Une sortie de la zone euro provoquerait encore plus d'instabilité sans grande contrepartie à court et à moyen terme: la dévaluation qui suivrait un retour à une monnaie nationale ne pourrait pas faire de miracles pour un pays qui exporte si peu.

Un nouveau plan de sauvetage permettant un maintien dans la zone euro, quoique préférable, ne fera pas de miracles non plus. Même adoucies, même étalées, les conditions d'un tel plan ne pourront, à elles seules, développer l'économie du pays – et encore moins le doter d'une fiscalité efficiente.

La balle est dans le camp du gouvernement Tsipras, ont indiqué le président français François Hollande et la chancelière allemande Angela Merkel après leur rencontre hier soir. Il doit amener des propositions «sérieuses, crédibles» et «précises», ont-ils souligné.

Au-delà de ces belles qualités, ledit plan devra permettre à tous ces élus de sauver la face devant leur électorat respectif. Le gouvernement grec doit pouvoir donner l'impression d'avoir gagné quelque chose au change, le reste de la zone euro de ne pas avoir trop cédé.

L'issue dépendra, comme toujours, de ce que chacun veut et est prêt à accepter. La majorité grecque a exprimé ce qu'elle ne veut pas et n'accepte plus. On saura bientôt à quel point les autres veulent garder la Grèce dans leurs rangs, et ce qu'ils sont prêts à accepter pour y parvenir.

OPINION



PHOTO DIMITRIS MICHALAKIS, REUTERS

« Qu'ils le veulent ou non, les Grecs auront besoin d'une sorte de plan Marshall pour les sortir du gouffre financier dans lequel ils se sont eux-mêmes placés », rappelle l'auteur.

La Grèce devant la réalité



RAYMOND GARNEAU
 Ancien ministre des Finances du Québec

Le référendum tenu hier en Grèce fut un exercice futile lancé par un parti politique qui, ne pouvant pas faire face à la réalité, a trouvé le truc du référendum pour couvrir l'irresponsabilité dont il avait fait preuve lors de la dernière élection grecque et durant les mois qui ont suivi.

Le premier ministre grec a demandé à sa population de rejeter le plan de restructuration financière et de remboursement de la dette que proposait l'Europe.

Le vote référendaire d'hier en Grèce pose la question

fondamentale : « Est-ce qu'un vote démocratique constitue une base légale au non-remboursement d'une dette souveraine ? »

Les Grecs ont sans doute pensé que oui, mais ils réaliseront bien vite que les autres Européens n'accepteront pas de payer une partie de leur dette sans poser de sévères conditions.

Qu'ils le veulent ou non, les Grecs auront besoin d'une sorte de plan Marshall pour les sortir du gouffre financier dans lequel ils se sont eux-mêmes placés. Faut espérer que le point positif de l'exercice de dimanche dernier que les Grecs, réalisant que leur « vote référendaire » n'a rien réglé, seront plus disposés à supporter le genre de mesures d'austérité qu'ils viennent de rejeter.



DROITS RÉSERVÉS/serge.chapleau@lapresse.ca

OPINION

La tragédie grecque en 10 actes



GAÉTAN FRIGON
 Président exécutif de Publipage, ex-PDG de la SAQ et de Loto-Québec, l'auteur collaborateur régulièrement à La Presse Débats.

Comme beaucoup d'autres personnes, j'ai suivi la saga de la Grèce sans trop aller en profondeur pour comprendre les raisons fondamentales de ce fiasco.

À la suite de la victoire du Non lors du référendum de dimanche, j'ai décidé d'effectuer certaines recherches pour mieux comprendre la situation. Et ce que j'ai découvert est à faire frémir d'horreur. Voici certains exemples de ce qui se passe en Grèce et qui dépasse l'entendement. Notez que ces exemples proviennent principalement de l'Union européenne elle-même, tel que rapporté par de nombreux quotidiens.

1 – Le secteur public paie ses employés en moyenne trois fois plus que le secteur privé. Et il y a près de trois quarts de million de fonctionnaires pour une population active de moins de cinq millions.

2 – L'évasion fiscale est à ce point répandue que 25 % des gens parmi les plus fortunés ne paient pas d'impôt. Et le gouvernement n'intervient pas, même si ces personnes sont connues.

3 – Il y a quatre fois plus d'enseignants par élève en Grèce qu'en Finlande, le pays qui obtient les meilleures notes. De plus, la Grèce arrive en queue de peloton dans la grande majorité des

tests éducatifs. Tout cela alors que les professeurs grecs sont parmi les mieux payés au monde.

4 – L'âge officiel de la retraite est à 62 ans. Toutefois, cet âge baisse à 55 ans pour les hommes et à 50 ans pour les femmes dont les emplois sont considérés comme « pénibles ». Rien à redire jusque-là, si ce n'est que plus de 600 professions sont considérées comme « pénibles ». Parmi elles se retrouvent les coiffeurs, les annonceurs radio, les présentateurs télévision, les musiciens d'instruments à vent, les serveurs, etc.

5 – Il y a 40 000 jeunes filles qui reçoivent une rente viagère de 1000 euros par mois simplement parce qu'elles sont des filles célibataires de fonctionnaires décédés.

Je comprends un peu mieux aujourd'hui pourquoi les Allemands ont décidé qu'«assez, c'est assez», et que les Grecs se doivent de mettre de l'ordre dans leur maison avant de continuer à quêter.

6 – Des stimulateurs cardiaques dans les hôpitaux grecs ont été acquis à un prix 400 fois plus élevé que celui payé par les hôpitaux britanniques.

7 – Dans la dernière décennie, il s'est créé au-delà de 300 nouvelles entreprises publiques.

8 – L'an dernier, l'Institut pour la protection du lac Copais comptait toujours une trentaine d'employés. Pourtant, ce lac est asséché depuis 1930. Un exemple parmi d'autres.

9 – Il y a des pensions payées à de nombreuses personnes décédées parfois il y a plus de

50 ans. En fait, les morts ne sont pas toujours enregistrés et les pensions continuent à être perçues par les survivants. Comme conséquence, la Grèce a la plus grande proportion fictive de gens déclarant un âge de 110 ans et plus.

10 – Les Français reçoivent en moyenne à leur retraite 51 % de leur dernier salaire, les Allemands, 40 %, les Nord-Américains 41 %, et les Japonais, 34 %. Pendant ce temps, les retraités grecs reçoivent en moyenne 96 % de leur salaire antérieur.

La Grèce est l'un des pays les plus pauvres d'Europe, sinon le plus pauvre, et j'ai de la compassion pour lui. Cependant, je comprends un peu mieux aujourd'hui pourquoi les Allemands ont décidé qu'«assez,

c'est assez», et que les Grecs se doivent de mettre de l'ordre dans leur maison avant de continuer à quêter. Ils ne peuvent être parmi les plus pauvres et agir comme s'ils étaient les plus riches.

Il a été démontré que la Grèce a falsifié ses comptes pour entrer dans la zone euro, puis a déformé la réalité jusqu'à ce que celle-ci explose. Et l'explosion a eu lieu et ce n'est pas un Non à un référendum qui va régler le problème.

Malheureusement, les sacrifices sont loin d'être terminés. Ils ne font que commencer.



PHOTO LOUISA GOULIAMAKI, AGENCE FRANCE-PRESSE

Un graffiti portant la mention « Oxi » (Non), option victorieuse du référendum de dimanche, a été appliquée sur une affiche du camp du Oui, à Athènes.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca
VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION ? Écrivez-nous à debats@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070 commentaires@lapresse.ca	ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453 www.lapresse.ca/abonnement	PUBLICITÉ 514.285.6931
PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363 petitesannonces@lapresse.ca	DÉCÈS 514.285.6816 deces@lapresse.ca	CARRIÈRES 514.285.7320 carrieres@lapresse.ca

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 500, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.



PHOTO PATRICK SANFAÇON, ARCHIVES LA PRESSE

En se départant de ses populaires émissions, Julie Snyder s'assurerait qu'elles demeurent admissibles au crédit d'impôt provincial et, qu'en fin de compte, elles survivent.

Productions J, ça reste dans la famille !


HUGO DUMAS
CHRONIQUE

Julie Snyder a trouvé les « bonnes mains » à qui confier son bébé télévisuel, me rapportent plusieurs espions bien connectés dans le milieu des communications.

La démente blonde vendrait sous peu la filiale télé de Productions J à son bras droit, l'avocat Benoît Clermont, qui est déjà vice-président aux affaires juridiques et commerciales de l'entreprise. En se départant de ses populaires émissions, Julie Snyder s'assurerait qu'elles demeurent admissibles au crédit d'impôt provincial et, qu'en fin de compte, elles survivent.

Benoît Clermont, qui travaille chez Productions J depuis près de 10 ans, n'a pas répondu à nos demandes d'entrevue hier. De son côté, Julie Snyder affirme que « rien n'est réglé en ce qui concerne les deux divisions de Productions J ».

Car en plus de la section télé de sa boîte, qui manufacture *La voix*, *Vol 920* et *Accès illimité*, Julie Snyder ne sait pas si elle pourra « conserver la section spectacles et disques » de Productions J. La démente jure qu'elle « travaille encore à trouver des solutions ».

Productions J confectionne aussi les spectacles et CD des Yoan, Kevin

Bazinet, Marc Dupré, Maxime Landry, Olivier Dion et Valérie Carpentier. La star de Productions J demeure cependant la chanteuse Marie-Mai, qui tente actuellement une percée aux États-Unis. L'humoriste Emmanuel Bilodeau fait également partie des artistes de l'écurie de Julie.

« Pour un acheteur, la business au complet de Productions J est intéressante. Mais pas juste un tentacule », note un acteur influent dans l'univers de la production télé au Québec.

Selon le conseiller Louis Aucoin de la firme Octane, qui guide Julie Snyder dans cette saga politico-télévisuelle,

Pour Julie Snyder, vendre son « bébé » à Benoît Clermont est probablement la meilleure solution au problème qui « menace », selon elle, la santé financière de Productions J.

aucune vente de Productions J – en partie ou en totalité – n'a été officialisée. Et à propos de la cession de la division télé au vice-président Benoît Clermont, Louis Aucoin refuse de confirmer ou d'infirmer nos informations. « Il y a plusieurs scénarios sur la table », glisse-t-il.

Pour Julie Snyder, vendre son « bébé » à Benoît Clermont est probablement la meilleure solution au problème qui « menace », selon elle, la

santé financière de Productions J. Si la transaction s'effectue, l'animatrice du *Banquier* n'abandonne donc pas sa progéniture à un complet étranger et elle s'assure de quelques droits de visite.

Aucunement liée à une tête dirigeante de TVA ou d'un autre grand réseau, la nouvelle boîte exploitée par Benoît Clermont récupérerait les crédits d'impôt auxquels Julie Snyder n'a plus droit en raison de son lien avec Pierre Karl Péladeau, l'actionnaire de contrôle du Groupe TVA.

Voilà pourquoi TVA ne s'est jamais vraiment inquiété de la disparition de *La voix* de ses ondes. Si Benoît

Clermont récupère la production de ce puissant aimant à cotes d'écoute, il pourra rebaucher presque tous les artisans, dont le réalisateur Jean Lamoureux et le concepteur Stéphane Laporte, qui ont propulsé cette émission au sommet des palmarès de la firme Numeris. Le voilà, le fameux plan B qui n'a jamais été évoqué publiquement par Julie Snyder.

Combien ça vaut, sur le marché, Productions J? Très bonne question.

Aucune de nos sources n'a voulu accoler un prix à l'entreprise fondée par Julie Snyder en 1997. « La business est très liée à Julie. Si elle n'est plus là, est-ce que la valeur demeure la même? », se demande un producteur qui en mène large dans notre paysage audiovisuel.

Ne l'oublions pas: au fil des ans, Julie Snyder a tissé des liens solides autour de la superstar Céline Dion. Qui garantit maintenant que l'entourage de la diva de Charlemagne désirera collaborer avec le nouveau propriétaire de Productions J? Avec Benoît Clermont aux commandes, que l'équipe de Céline Dion connaît très bien, mettons que la confiance s'effriterait beaucoup moins.

Ce feuillet fiscal a plongé Julie Snyder et PKP dans une tempête qui souffle depuis une semaine. En toute honnêteté, je m'attendais à ce que les ténors du *Journal de Montréal* se portent unanimement à la défense du couple Péladeau-Snyder. Eh bien non.

Sur le blogue des *spin doctors* du *Journal*, Mario Asselin a pondu un texte critique et fort intéressant sur les deux facettes publiques de Julie Snyder, soit Julie la militante péquiste et Julie la femme d'affaires.

Le chroniqueur Richard Martineau a récupéré une partie de cette idée dans sa chronique de samedi, à savoir qu'il est de plus en plus difficile de déterminer laquelle de ces deux Julie parle publiquement.

Julie Snyder a un pouvoir de persuasion énorme. C'est elle qui a convaincu Biz de Loco Locass et Michel Rivard d'intégrer *Star Académie*, eux qui avaient dénigré ce phénomène sur plusieurs tribunes.

Là, Julie vient de frapper un immense mur. La femme d'affaires aimerait le faire exploser, mais la militante péquiste craint que son fiancé reçoive plusieurs éclats au passage.

MUSIQUE

Les combats de Taylor Swift

MARIE BERNIER

Elle régnait sur la musique country lors de son dernier passage au Centre Bell, en 2011. Depuis, Taylor Swift a abandonné ses bottes de cow-girl et remis ses banjos pour mieux conquérir le territoire de la pop. Mardi prochain, c'est une chanteuse au sommet de sa gloire et une artiste engagée sur différents fronts qui présentera le répertoire de son plus récent album, *1989*, au public montréalais. Coup d'œil sur trois batailles que mène la nouvelle « militante pop ».

LE CONTRÔLE DE SON IMAGE

Pas de clichés osés ni d'esclandres embarrassants pour l'ancienne princesse du country. Omniprésente sur les réseaux sociaux, Taylor Swift exerce paradoxalement un contrôle serré de son image publique, avouant même au magazine *Rolling Stone* qu'elle s'assure de l'absence de caméras avant d'utiliser salles d'essayage et salles de bains. Sa réserve a amené certains fans à s'interroger sur l'existence de son nombril (!), jusqu'à ce qu'elle l'expose elle-même sur Instagram afin de court-circuiter des paparazzis l'ayant photographiée en bikini. Les magazines à potins lui prêtent l'étiquette de croqueuse d'hommes? Lasse de voir la dissection de sa vie romantique devenir « un passe-temps national », la chanteuse par une armée de copines célèbres et talentueuses (Lena Dunham, les sœurs Haim, Lorde) et en se présentant comme la meilleure amie idéale.

LE PRIX DE LA MUSIQUE

Taylor Swift n'a fait qu'une bouchée d'Apple sur la question des droits d'auteur, le mois dernier. Dans une lettre ouverte, l'interprète de *Shake It Off* affirmait trouver « choquante » la décision du géant américain de ne pas rémunérer les artistes pendant la période d'essai gratuite de son nouveau service d'écoute de musique en continu, Apple Music. « Nous ne vous demandons pas d'iPhone gratuits. S'il vous plaît, ne nous demandez pas de vous fournir notre musique sans compensation », a écrit la chanteuse. Quelques heures plus tard, Apple annonçait le paiement de redevances pendant la période d'essai, ce qui a mené Taylor Swift à autoriser la diffusion de son album *1989* sur la nouvelle plateforme. « Swift est parvenue à créer les scénarios gagnant pour elle-même, pour elle-même et pour tous les artistes », a écrit le magazine *Time*. L'an dernier, Taylor Swift avait retiré ses chansons du site d'écoute en continu Spotify en déclarant: « On devrait payer pour les choses qui ont de la valeur. »



PHOTO ROBYN BECK, ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

UN FÉMINISME BRANCHÉ

Authentique profession de foi ou effet de mode? La chanteuse décorée de sept prix Grammy s'est beaucoup exprimée sur sa récente vocation féministe, notamment en appuyant la campagne HeForShe des Nations unies lors de son passage sur le plateau de *Tout le monde en parle*. Lorsque le magazine masculin *Maxim* l'a placée au sommet de sa Hot List (où elle succède à un mannequin de Victoria's Secret), elle a accepté cet « incroyable compliment » avant de déclarer à la publication: « La misogynie est enracinée dans les gens depuis leur naissance. » Et même si elle s'y montre harnachée de corsets de cuir et réappliquant du rouge à lèvres en plein visage en compagnie d'une douzaine de vedettes jouant les guerrières, son dernier vidéoclip, *Bad Blood*, a été reçu par certains comme une vision rafraîchie du *girl power*.

Témoignage Bill Cosby a admis avoir administré un sédatif à une femme

Bill Cosby a admis sous serment en 2005 avoir obtenu de la méthaqualone avec l'intention de l'administrer à de jeunes femmes avec qui il voulait avoir des relations sexuelles. L'ex-vedette américaine de la télévision et de la scène a reconnu

avoir fait prendre le sédatif à au moins une femme. L'Associated Press a demandé au tribunal le dévoilement des documents, qui ont été rendus publics hier. Les avocats de Bill Cosby s'y étaient opposés. Le comédien aujourd'hui âgé de 77 ans

témoignait sous serment dans une poursuite déposée par une ancienne employée de l'Université Temple à Philadelphie. Il a dit lui avoir fait prendre trois moitiés de Benadryl. Bill Cosby a réglé cette poursuite pour agression sexuelle à l'amiable pour un montant non

dévoilé en 2006. Plus d'une douzaine de femmes l'ont depuis ce temps accusé d'agressions sexuelles. Bill Cosby n'a jamais été accusé au criminel, et le délai de prescription est écoulé pour la plupart des allégations. — Associated Press

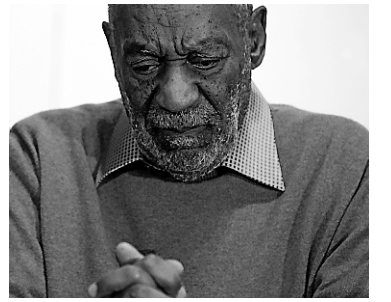


PHOTO ARCHIVES ASSOCIATED PRESS



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Humour Jean-François Mercier taxé de sexisme

Jean-François Mercier est vivement critiqué sur les réseaux sociaux. Cette fois-ci, c'est en raison d'une blague qu'il a publiée sur Facebook la fin de semaine dernière. « S'habiller sexy et se déhancher de manière suggestive dans une discothèque pour ensuite se plaindre des regards insistants des hommes, c'est un peu comme manger de la crème glacée dans un village éthiopien et de dire: « Coudonc calice, pas moyen de manger un cornet icitte sans se faire regarder », a-t-il écrit, recevant près de 20 000 mentions « j'aime », mais aussi qualifié de raciste et sexiste par plusieurs internautes. Dans un second message, Mercier s'est dit surpris de la controverse, rappelant qu'il se dit féministe et qu'il n'a pas l'intention de s'excuser pour sa blague.

— Hugo Pilon-Larose



PHOTO ARCHIVES AP/INVISION

Déclaration Sarah Jessica Parker n'est pas féministe

L'actrice américaine Sarah Jessica Parker ne se dit pas féministe. La déclaration, qui peut paraître incendiaire, est pourtant longuement réfléchie et remplie de nuances. En entrevue avec le magazine *Cosmopolitan*, elle a affirmé: « Je suis une humaniste. Je suis énormément reconnaissante du travail qu'a réalisé la génération de ma mère [pour l'égalité des sexes]. Nous bénéficions d'un [combat] qui a été parsemé de déception, de chagrin, de découragement et d'incompréhension. Mais je vois que plusieurs personnes tentent de sortir de leurs rôles. Les différentes ethnies, les gais, les lesbiennes, les trans... » Plus loin, elle ajoute que la lutte à mener « ne concerne plus que les femmes seulement. Nous serions énormément plus puissants si nous formions un mouvement humaniste ».

— Hugo Pilon-Larose

NOTRE MINI SUPER-HÉROS EST DE RETOUR!

65^e anniversaire de la FIFEM

Anthony

LA REVANCHE DE LA FUREUR ROUGE

MAINTENANT DISPONIBLE EN DVD ET SUR PLATEFORMES VSD / ITUNES!

PREMIÈRE CE SOIR!

ENTRE DEUX EAUX

LA BARBOTTE
CANADA ★ THÉÂTRE DE QUAT'SOUS
JUSQU'AU 10 JUILLET

RADIO-CANADA présente

MACHINE DE CIRQUE

CANADA TOHU ★ 8 AU 12 JUILLET

MONTRÉAL

COMPLÈTEMENT

JUSQU'AU 12 JUILLET

UN FESTIVAL TOHU

DERNIÈRE CHANCE CE SOIR!

WARM

CDN DE HAUTE-NORMANDIE
FRANCE ★ ESPACE GO

«ACROBATES DE TALENT»
— LA PRESSE

«RIGOLADE ASSURÉE»
— LA PRESSE

LE PIANISTE

CIRCO AEREO ★ FINLANDE
THÉÂTRE CENTAUR
JUSQU'AU 9 JUILLET

QUIEN SOY?

EL NUCLEO ★ FRANCE
THÉÂTRE OUTREMONT
9 AU 12 JUILLET

PASSEPORT 125\$*
POUR TOUS LES SPECTACLES

15 ANS ET - À PARTIR DE 15\$*

25 ANS ET - À PARTIR DE 25\$*

*Certaines conditions s'appliquent. Taxes et frais de service inclus.

GRATUIT

LOTO QUÉBEC PRÉSENTE

LA RUE COMPLÈTEMENT CIRQUE

une collaboration de RADIO-CANADA

AU QUARTIER DES SPECTACLES

ACTIVITÉS PARTICIPATIVES JUSQU'AU 12 JUILLET 17H À 21H30

LA STATION » STM COMPLÈTEMENT CIRQUE

LE HULA HUB ♦ CASINO MONTRÉAL

BILLETTS ET PROGRAMMATION COMPLÈTE

MONTREALCOMPLEMENTCIRQUE.COM

LA VITRINE VOTRE QUARTIER CULTUREL

INFO-CIRQUE 514-285-9175 1 855-770-3434

APPLICATION COMPLÈTEMENT GRATUITE

Québec Montréal

Canada LOTO QUÉBEC QUARTIER DES SPECTACLES MONTRÉAL TOURISME / MONTRÉAL STM UNIBROQUE AIRFRANCE

ARTS

CIRQUE / Warm

Chaude narratrice

JEAN SIAG
CRITIQUE

On nous avait avertis: habillez-vous légèrement, il va faire chaud dans ce spectacle créé par David Bobée, qui nous vient du Centre dramatique national de Haute-Normandie. L'avertissement n'était pas inutile...

Le mercure, nous dit-on, est monté jusqu'à 45 degrés Celsius dans la salle. Encore plus sur la scène (où nous étions invités à le constater), qui donnait la sensation d'être mise au four pour une cuisson lente. Pourquoi cette chaleur, vous demandez-vous?

Parce que Bobée nous fait ici le récit d'un fantôme imaginé par une femme – présente sur scène – qui nous narre ses rêveries érotiques mettant en vedette... deux artistes de cirque masculins. Tiens, tiens...

Les deux hommes en question, Edward Aleman et Wilmer Marquez – deux Colombiens formés en France –, multiplient les figures de main à main au rythme de ces mots très explicites qui simulent une relation sexuelle jusqu'à l'orgasme.

Ne vous excitez pas trop, lecteurs concupiscent. Si la prémisse de départ est intéressante, l'érotisation à outrance de l'artiste de cirque tel qu'exprimé (au micro) par Séverine Ragainne finit par être agaçante et répétitive.

Heureusement, nos deux hommes font des figures épatantes. Par une chaleur, rappelons-le, qui commande

plutôt un rhum-ananas. Les deux artistes qui présentent un autre spectacle (*Quien Soy?*) à Complètement cirque se livrent à nous jusqu'à épuisement.

À mesure que le spectacle progresse, Aleman et Marquez se versent de l'eau sur la tête et sur le corps, rendant les portées hyper dangereuses. Glissant sur le plancher couvert d'eau, tombant à la renverse, ratant des culbutes...

Épique et extraordinaire

De voir ces acrobates de talent se porter et se lancer jusqu'à l'exténuation à quelque chose d'épique et d'extraordinaire qu'on vous recommande, mais qui n'a pourtant rien de sexuel – à moins de porter sur eux un regard sexuel, comme le fait la narratrice.

Les nombreux « Allez les garçons, touchez-vous, prenez-vous, encore! » finissent par produire l'effet contraire... Peut-être qu'un peu plus de nuances de gris auraient été souhaitables, des chuchotements par exemple, pour alterner avec les cris de domination...

Si le culte du corps de l'acrobate peut entraîner des fantasmes sexuels variés – je suis loin d'être contre –, le texte de Roman Chéneau manquait clairement... de préliminaires.

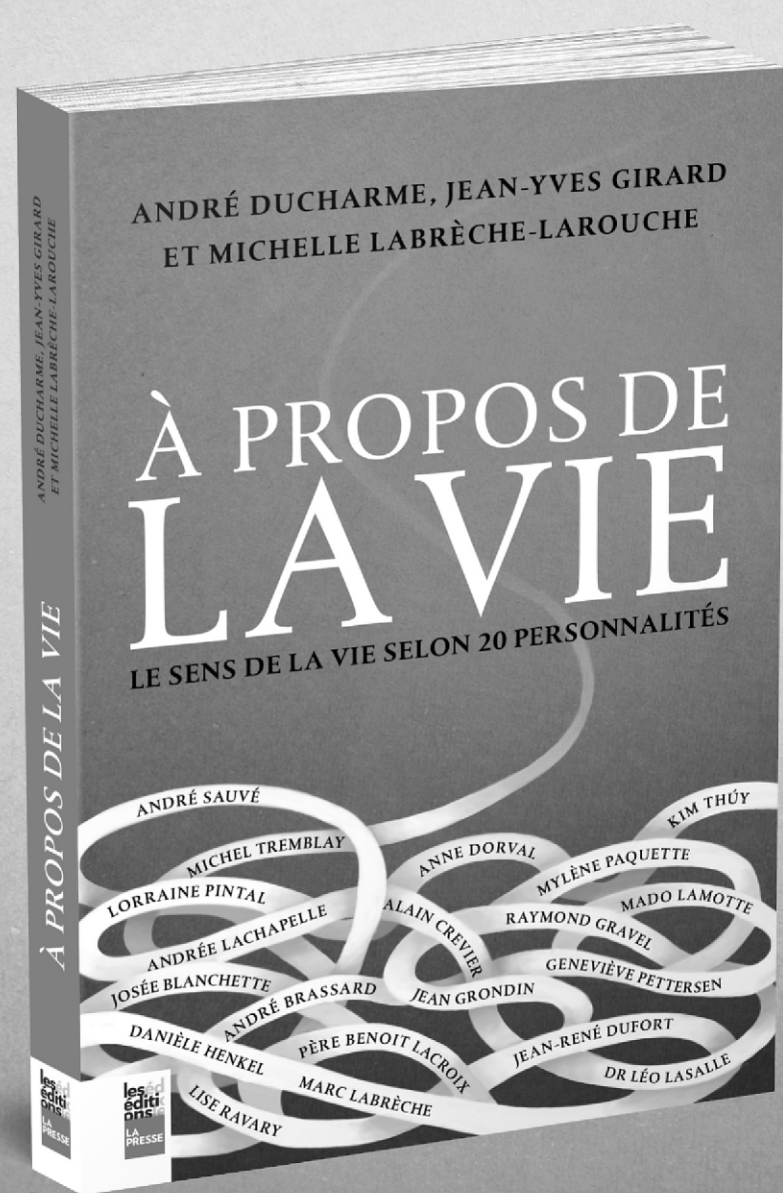
Comme le disait Roxane à Christian, qui voulait la séduire sans l'aide de Cyrano: « Vous m'offrez du brouet quand j'espérais des crèmes! Allez rassembler votre éloquence en fuite! »

Ce soir à l'Espace GO.



PHOTO SOPHIE COLLEU, FOURNIE PAR MONTRÉAL COMPLÈTEMENT CIRQUE

De voir ces acrobates de talent se porter et se lancer jusqu'à l'exténuation à quelque chose d'épique.

20 personnalités inspirantes
parlent du sens de la vieAnne Dorval • Jean-René Dufort • Danièle Henkel
• Marc Labrèche • Michel Tremblay et plusieurs autresQuel sens donnez-vous à votre vie?
À la vie en général?Offert en librairie ou sur
editionslapresse.ca

Aussi en format PDF et E-pub

les
éditi
ons
LA
PRESSE

PHOTO FRÉDÉRIC CHAIS, FOURNIE PAR MONTRÉAL COMPLÈTEMENT CIRQUE

Pendant près d'une heure, Andréane Leclerc qu'on a notamment vue dans *Rain* du Cirque Éloize, se meut de toutes les façons possibles et imaginables.

CIRQUE / Cherepaka

Parlons contorsion

JEAN SIAG
CRITIQUE

On va se le dire, *Cherepaka* n'est pas un spectacle dans le sens où on l'entend généralement, c'est-à-dire qui vise à divertir.

Il s'agit bel et bien d'une performance, mais on est plus proche ici de l'installation ou du tableau vivant que l'on pourrait fort bien voir dans une troisième dimension où elle s'exprime librement à travers le langage de la contorsion. À vous de la décoder !!

Depuis sa création il y a deux ans, *Cherepaka*, qui signifie « tortue » en russe, s'est précisé dans ses intentions. Sa démarche visant à retrouver « l'instinct animal » qui dicte ses figures de contorsion est fascinante, même si, vous le devinez, ce n'est pas un exercice qui plaira à tout le monde.

Lentement mais sûrement, Andréane Leclerc, qui a fait une maîtrise sur la dramaturgie de la prouesse et qui s'est inspirée des tableaux déformés de Francis Bacon, a conquis les publics français et européens.

Pendant près d'une heure, la jeune femme, qu'on a notamment vue dans

Rain du Cirque Éloize, se meut de toutes les façons possibles et imaginables. Elle s'étire, se lève, se recroqueville et tourne sur elle-même, donnant l'impression de se détacher de son corps. Le plus souvent avec lenteur, mais aussi par moments dans la panique et l'agitation.

Hypnotique

Il y a quelque chose d'hypnotique qui touche à l'intime dans cette performance qui commande le silence. Car la contorsion n'est pas une discipline artistique comme une autre. Même si on peut s'entraîner à faire certaines figures, ces artistes inclassables vous le diront : on est contorsionniste ou on ne l'est pas. Andréane Leclerc l'est.

Si *Cherepaka* est une proposition exigeante pour cette artiste douée, elle l'est tout autant pour le spectateur, qui doit démontrer une ouverture et une disponibilité de tous les instants.

Si la performance d'Andréane Leclerc ne laisse personne indifférent, elle peut néanmoins être fastidieuse. Comme si on assistait à un dialogue en mandarin ou en arabe (lorsqu'on ne parle pas la langue, bien sûr !). Mais pour peu qu'on s'abandonne à cette langue singulière de la contorsion, il y a beaucoup d'émotions qui se rendent jusqu'à nous.

De Scriabine à Dompierre

CLAUDE GINGRAS
EN CLASSIQUE

En partie axée sur la musique très particulière de Scriabine – pour le centenaire de la mort du compositeur russe –, la programmation du 38^e Festival de Lanaudière affiche pour samedi soir, 19h30, à l'Amphithéâtre Fernand-Lindsay, son œuvre la plus célèbre, ce délirant *Poème de l'extase* qui requiert jusqu'à huit cors, deux harpes et une percussion très augmentée.

Jean-Marie Zeitouni y dirigera l'Orchestre du Festival, qui rassemble des musiciens d'un peu partout, et y adjoindra ensuite l'Ensemble choral du Festival pour le délicat *Pèlerinage de la rose* de Schumann – *Der Rose Pilgerfahrt* dans l'allemand original –, l'histoire d'une rose devenue femme. On y entendra sept voix solistes, dont celle de Karina Gauvin. Louis Laviguerre avait dirigé la pièce en 1995.

Également au calendrier, deux concerts des Violons du Roy et leur chef invité Mathieu Lussier, avec la soprano Mireille Asselin en soliste: œuvres de Bach, de l'Estonien Arvo Pärt et du Letton Peteris Vasks ce soir, 20h, à l'église Saint-Henri de Mascouche, programme Mozart avec un deuxième soliste, le pianiste américain Jeremy Denk dans le Concerto K. 466 dimanche, 14h, à l'Amphithéâtre.

Toujours dans la foulée Scriabine, quatre récitals seront donnés dans des églises lanaudoises par autant de pianistes, l'accent étant mis sur le compositeur célèbre. Lundi, 20h, à Saint-Paul-de-Joliette, le Russe Alexander Melnikov jouera la Fantaisie op. 28 et la 3^e Sonate, notamment, ainsi que les 24 Préludes de Chopin.

À Lachine

Cette semaine au Festival de Lachine, cinq concerts gratuits à 20h, à l'Entrepôt (2901, boulevard Saint-Joseph): le violoncelliste Stéphane Tétreault et la pianiste Marie-Ève Scarfone ce soir dans Haydn, Brahms, Schumann, Tchaïkovsky et Alexina Louie, le Quatuor Ondine (piano et cordes) jeudi dans Strauss et Dvorak, le New Zealand String Quartet vendredi dans Haydn, Brahms et autres, le violoniste Kerson Leong et le pianiste Philip Chiu samedi dans des pièces de virtuosité, le pianiste Charles Richard-Hamelin dimanche dans Chopin.

PHOTO IVANOHO DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE
Gianna Corbisiero chante Gershwin jeudi soir au Centre Pierre-Charbonneau.

Création à Orford

Deux concerts à la salle Gilles-Lefebvre du Centre d'arts Orford, à 20h: le violoniste Alexandre da Costa et le pianiste Francis Perron vendredi, le Nouveau Quatuor Orford samedi. Da Costa jouera Vitali, Prokofiev, Sarasate, Falla, le Orford jouera Haydn et Brahms et créera un quatuor à cordes de François Dompierre intitulé *Par quatre chemins* et sous-titré *Pour se souvenir de Jacques Languirand*, en cinq mouvements totalisant 27 minutes.

À Saint-Eustache

Le FestivalOpéra de Saint-Eustache présente les chanteurs Étienne Cousineau et Geneviève Charest samedi, 20h, à la Petite Église, et un groupe de chanteurs, dont Hugo Laporte, dimanche, 14h30, en concert gratuit à la Promenade Paul-Sauvé.

D'autres concerts

Demain, 20h: lancement de la saison de la Maison Trestler, de Vaudreuil-Dorion, avec Matt Herskowitz et John Roney à deux pianos dans Bach, Gershwin, Debussy et autres. Jeudi, 19h30, au Centre Pierre-Charbonneau: Gershwin avec la soprano Gianna Corbisiero et la Sinfonia de Lanaudière, dir. Stéphane Laforest. Dimanche, 15h30, à l'Oratoire Saint-Joseph: Peter Van de Velde, organiste de la Cathédrale d'Anvers, dans Bach et le contemporain Arno Landmann.

Mort de Gunther Schuller

Le compositeur américain Gunther Schuller, influencé par le jazz, est décédé le 21 juin à 89 ans. Son œuvre la plus connue, *Seven Studies on Themes of Paul Klee* (d'après le peintre suisse-allemand), fut jouée deux fois à l'OSM. Lui-même y avait dirigé ses *Five Bagatelles* en 1971.